

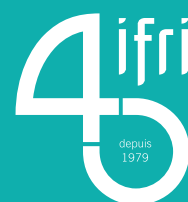


JANVIER  
2024

## Islam, politique et société en Ouzbékistan

Enquête sur le renouveau religieux  
de la jeunesse ouzbèke

Olivier FERRANDO



L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

*Ce texte est publié avec le soutien de la DGRIS (Direction générale des relations internationales et de la stratégie, ministère des Armées), dans le cadre de l’Observatoire Russie, Europe de l’Est, Caucase et Asie centrale.*

ISBN : 979-10-373-0814-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : © Curioso.Photography/Shutterstock.com

#### **Comment citer cette publication :**

Olivier Ferrando, « Islam, politique et société en Ouzbékistan.  
Enquête sur le renouveau religieux de la jeunesse ouzbèke »,  
*Russie.Eurasie.Reports*, n° 45, Ifri, janvier 2024.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# ***Russie.Eurasie.Reports***

Éditée par le Centre Russie/Eurasie, la collection numérique *Russie.Eurasie.Reports* (anciennement *Russie.Nei.Reports*) est devenue une référence, dont les articles sont publiés en trois langues (français, anglais et russe). S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus et sur des jeunes chercheurs prometteurs, elle offre des analyses originales destinées aux décideurs publics comme privés, aux chercheurs, ainsi qu'à des publics plus larges intéressés par la zone.

## **Auteur**

**Olivier Ferrando** est maître de conférences en science politique à l'Université catholique de Lyon et rattaché à l'Unité de recherche Confluence Sciences & Humanités. Ses travaux portent sur les processus de construction nationale et les mobilisations identitaires en Asie centrale.

Il est l'auteur de l'ouvrage collectif *1989, année de mobilisations politiques en Asie centrale* (Cahiers d'Asie centrale n° 26, 2016) et de la monographie *La question minoritaire en Asie centrale postsoviétique. Construction nationale, mobilisations ethniques et stratégies identitaires dans la vallée du Ferghana (1989-2010)* (Éditions Petra, 2023).

## Résumé

Cette étude propose de décrypter les relations complexes entre politique, islam et société en Ouzbékistan et, plus particulièrement, les dynamiques à l'œuvre dans le renouveau religieux de la jeunesse ouzbèke. Depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan, cette jeunesse évolue en effet dans une société marquée par l'opposition entre un islam des Lumières, symbole officiel de la tradition et de l'histoire de la nation ouzbèke, et un islam politique perçu comme extrémiste et sous l'influence de mouvances islamistes étrangères.

Pour comprendre le renouveau islamique observé ces dernières années chez les jeunes Ouzbeks, il faut distinguer le regain de religiosité des travailleurs migrants ouzbeks à l'étranger, notamment en Russie, et la recrudescence de signes extérieurs d'appartenance religieuse en Ouzbékistan. En Russie, les jeunes Ouzbeks se retrouvent au contact d'un islam transnational prônant une pratique rigoriste éloignée de la tradition religieuse ouzbèke et pouvant aboutir à leur radicalisation. En Ouzbékistan, les signes extérieurs semblent surtout refléter une stratégie identitaire, qu'elle soit économique, sociale ou matrimoniale, plutôt que l'expression d'une identité religieuse profondément vécue.

## Abstract

This study aims to decipher the complex relationships between politics, Islam and society in Uzbekistan and, more specifically, the dynamics at work in the religious revival of Uzbek youth. Since Uzbekistan's independence, these young people have been living in a society marked by opposition between the "Islam of the Enlightenment," the official symbol of the tradition and history of the Uzbek nation, and a political Islam perceived as extremist and under the influence of foreign Islamist movements.

To understand the Islamic revival observed in recent years among young Uzbeks, it is necessary to distinguish between the revival of religiosity among Uzbek migrant workers abroad, especially in Russia, and the resurgence of external signs of religious affiliation in Uzbekistan. In Russia, young Uzbeks find themselves in contact with a transnational Islam that advocates a rigorous practice far removed from the Uzbek religious tradition and can lead to their radicalization. In Uzbekistan, the outward signs seem to reflect an identity strategy, be it economic, social, or matrimonial, rather than the expression of a deeply lived religious identity.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LES POLITIQUES RELIGIEUSES DE L'OUZBÉKISTAN CONTEMPORAIN .....</b>	<b>7</b>
L'héritage soviétique (1917-1991) .....	7
La laïcité restrictive du régime d'Islam Karimov (1991-2016) .....	10
Chavkat Mirziouïev : une libéralisation religieuse sous contrôle (2016-2023) .....	16
<b>L'ISLAM DANS LA SOCIÉTÉ OUZBÈKE : UN DISCOURS IDENTITAIRE ET SÉCURITAIRE .....</b>	<b>22</b>
L'ouzbékité, une identité linguistique, culturelle et religieuse .....	22
Le retour de la menace islamiste .....	24
<b>LE RENOUVEAU ISLAMIQUE DE LA JEUNESSE OUZBÈKE .....</b>	<b>30</b>
La politique de jeunesse de l'Ouzbékistan indépendant .....	30
Le renouveau islamique des jeunes Ouzbeks et le facteur migratoire .....	34
La recrudescence des signes extérieurs : symptôme d'un l'islam politique ou stratégie identitaire ? .....	39
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>46</b>

# Introduction

Avec une population de 36 millions d'habitants, l'Ouzbékistan est le pays le plus peuplé d'Asie centrale, et son taux de natalité de 26,2 % figure parmi les plus élevés de tout l'espace post-soviétique. Aujourd'hui, plus de 88 % des Ouzbeks sont de tradition religieuse musulmane sunnite<sup>1</sup>. Fort de son capital politique et administratif, l'ancien premier secrétaire du Parti communiste ouzbek Islam Karimov est élu premier président de la République d'Ouzbékistan en 1991. Face à la menace d'une montée au pouvoir des islamistes en Afghanistan, pays déstabilisé par une guerre civile entre factions de l'opposition, mais également au Tadjikistan où le Parti de la Renaissance islamique se présente comme une alternative au régime en place, Karimov s'efforce alors de développer un cadre politique laïc pour supplanter l'idéologie marxiste-léniniste et faire de l'islam traditionnel une arme culturelle pour asseoir son pouvoir. Il développe une vision binaire de la religion musulmane : du côté éclairé, l'islam national ouzbek, porteur de traditions et de valeurs progressistes, et du côté sombre, l'islam politique visant à promouvoir dans la société des normes religieuses étrangères à la tradition ouzbèke. Pour lutter contre cet islam présenté comme rétrograde, radical et violent, l'Ouzbékistan entre alors dans une longue période de restrictions à la liberté religieuse, marquée une politique répressive à l'égard de toute forme de dissidence. La « détente » initiée par son successeur Chavkat Mirziyoyev à partir de 2017, bien que timide, ouvre la voie à un renouveau islamique dans la société ouzbèke et à la recrudescence de signes extérieurs d'appartenance religieuse, notamment chez la jeune génération.

Pour appréhender la relation complexe entre islam, politique et société en Ouzbékistan, il est nécessaire de dresser dans un premier temps le tableau des politiques religieuses développées depuis l'époque soviétique jusqu'à nos jours, en nous attachant tout particulièrement à l'héritage de la période de libéralisation religieuse sous la perestroïka (1988-1991), au régime de laïcité restrictive sous Karimov (1991-2016), puis à la période actuelle depuis l'arrivée au pouvoir de Mirziyoyev (2016-2023). Dans un deuxième temps, nous explorerons le rôle joué par l'islam dans la société ouzbèke. Si les autorités n'hésitent pas à mobiliser voire à instrumentaliser l'héritage religieux ouzbek dans leur

---

1. *Uzbekistan 2022 International Religious Freedom Report*, US Department of State, 2023, p. 3, disponible sur : [www.state.gov](http://www.state.gov).



nouveau projet de construction nationale, elles développent également un discours sécuritaire très radical à l'égard de la menace islamiste, qu'elle soit réelle ou fantasmée. Dans une dernière partie, nous nous intéresserons à la jeunesse ouzbèke pour comprendre les ressorts du renouveau islamique qui touche tout particulièrement cette génération née après la dissolution de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Cela nous permettra d'apprécier l'efficacité des politiques de jeunesse des gouvernements successifs, mais également d'évaluer le rôle joué par l'expérience migratoire de millions de jeunes Ouzbeks dans leur (re)découverte de l'islam. Enfin, sur la base d'une série d'entretiens qualitatifs, nous tenterons d'ouvrir des pistes de réflexion sur les stratégies identitaires que reflète la recrudescence des signes religieux chez cette jeune génération.

# Les politiques religieuses de l'Ouzbékistan contemporain

## L'héritage soviétique (1917-1991)

L'attitude du régime soviétique à l'égard de la religion, et notamment de l'islam, n'est pas linéaire entre la révolution bolchévique de 1917 et la dissolution de l'URSS en 1991. On peut globalement distinguer trois périodes successives.

### ***La répression religieuse sous couvert de modernisation de la société ouzbèke (1924-1943)***

L'instauration du régime soviétique en Asie centrale dans les années 1920-1930 s'est rapidement accompagnée d'une politique ouvertement opposée à l'islam. Pour pouvoir embrasser la modernité soviétique, les Ouzbeks devaient se défaire des institutions sociales et des pratiques jusqu'ici guidées par la religion et que les bolcheviks qualifiaient d'arriérées. Ainsi, la majorité des mosquées et madrasas disparurent (détruites, transformées en bâtiments publics ou muséifiées en raison de leur valeur patrimoniale), les femmes durent se dévoiler et obtinrent l'accès à l'école publique, tandis que les mollahs et les oulémas furent tués ou déportés vers les camps de travail. Quant aux revenus des fondations caritatives musulmanes (*waqf*), ils furent reversés au Commissariat du peuple à l'éducation. La religion était désormais exclue de la vie publique<sup>2</sup>.

### ***De l'athéisme à la reconnaissance des religions : l'officialisation de l'islam (1943-1988)***

C'est dans le contexte de la guerre que Staline fut contraint d'infléchir la politique religieuse soviétique. Afin de s'assurer du soutien de l'ensemble de sa population, il autorisa une pratique plus large des

---

2. S. Keller, *To Moscow, Not Mecca: The Soviet Campaign Against Islam in Central Asia, 1917-1941*, Westport (CN)/Londres, Praeger, 2001.



religions mais sous le contrôle de l'État : c'est ainsi que la Direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale et du Kazakhstan (SADUM, selon son acronyme russe) fut établie à Tachkent en 1943. Désormais, les musulmans d'Asie centrale étaient autorisés à pratiquer leur religion, à collecter de l'argent pour l'exercice du culte, et ils pouvaient même demander l'ouverture d'un lieu de prière, le tout sous le contrôle étroit de la SADUM, seule habilitée à délivrer des autorisations. Mais face au faible nombre de mosquées officielles – seulement 150 à l'époque dans tout le pays –, les pratiquants continuaient à fréquenter en majorité des lieux de culte illégaux ne disposant pas des autorisations de la SADUM. Il s'agissait pour l'essentiel de confréries soufies et de mollahs et imams autoproclamés qui dirigeaient les prières, entretenaient les lieux saints et célébraient les mariages, enterrements et autres rites de passage. En Ouzbékistan, à côté de la vitrine d'un islam soviétique officiel, perduraient donc les pratiques d'un islam clandestin<sup>3</sup>.

Il faudra attendre la fin de l'ère stalinienne pour que la tradition islamique puisse être plus largement reproduite dans l'espace public. Les pratiques et coutumes liées à l'islam pouvaient en effet aider à combler un certain déficit d'identité ouzbèke. C'est surtout sous Brejnev (1966-1982) que les dirigeants de la République socialiste soviétique (RSS) ouzbèke ont permis l'expression plus libre de pratiques religieuses pouvant servir de marqueur identitaire national, tels que les pèlerinages locaux vers les tombes et lieux saints de la tradition soufie, ou encore la tenue de cérémonies coutumières pour célébrer les rites de passage du cycle de la vie musulmane (circoncision, mariage, décès)<sup>4</sup>.

### ***Le renouveau islamique de la perestroïka (1988-1991)***

À la fin des années 1980, la libéralisation du régime soviétique voulue par Mikhaïl Gorbatchev, connue sous le nom de perestroïka, a permis l'expression des identités religieuses, et notamment de l'islam, dans tout l'espace soviétique. La simplification des règles d'enregistrement des lieux de culte entraîna la prolifération des mosquées en Ouzbékistan, certaines construites avec des fonds privés, mais la plupart procédant des lieux de prière jusqu'ici clandestins et désormais autorisés. La liberté de parole retrouvée, y compris à l'égard de l'islam

---

3. E. Karagiannis, « Political Islam in Uzbekistan: Hizb-ut-Tahrir al-Islami », *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n° 2, 2006, p. 262.

4. A. Khalid, « A Secular Islam: Nation, State, and Religion in Uzbekistan », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 35, 2003, p. 579.

officiel, permit de dénoncer la corruption des élites musulmanes et leur soumission au régime.

En 1990 à Astrakhan, sur le flanc russe de la mer Caspienne, 250 délégués musulmans issus des différentes républiques de l'URSS créent le Parti islamique de la renaissance (PRI) dans le but de promouvoir les préceptes de l'islam en Union soviétique. En Ouzbékistan, le Parti de la renaissance islamique d'Ouzbékistan (PRIO) plaide pour une république islamique et l'adoption de lois conformes à la charia. Durement réprimé par les autorités et concurrencé par des mouvements plus radicaux, le PRIO finira par s'autodissoudre en 1996<sup>5</sup>. Parmi les autres mouvements ayant participé à ce renouveau de l'islam en Ouzbékistan au tournant de l'indépendance, citons les formations *Islom Lachkarlari* (Armées de l'islam) et *Islom Adolati* (Justice islamique), fondées toutes deux en 1990 par Tohir Yoldachev. Cette figure clé de l'islam politique ouzbek était originaire de la ville de Namangan dans la vallée du Ferghana, région la plus densément peuplée d'Asie centrale et marquée de tout temps par un fort conservatisme religieux.

Malgré ce renouveau islamique, il serait erroné de croire que les Ouzbeks opposaient leur identité soviétique à leur appartenance à l'islam. Il n'était pas rare à l'époque qu'une personne se déclare simultanément soviétique, musulman et Ouzbek<sup>6</sup>. Sous l'URSS, l'islam ouzbek correspondait à l'articulation paradoxale d'une tradition religieuse avec la modernité d'une société construite sur une idéologie antireligieuse. Après soixante-dix années d'athéisme et de laïcité soviétiques, les Ouzbeks n'avaient qu'une connaissance parcellaire de l'islam hanafite, l'école islamique sunnite modérée qui avait dominé la région avant l'instauration de l'URSS. L'effondrement du communisme allait donc créer un vide que diverses tendances fondamentalistes chercheront à combler. Face à la menace de l'islam politique dans un environnement régional instable, les autorités ouzbèkes vont rapidement adopter une politique religieuse très restrictive.

---

5. Pour une présentation vidéo de cette période, voir le film documentaire de la BBC, « Hilol va Yulduz. Olohg'a ochiq Farghona » [Le croissant et l'étoile. Le Ferghana amoureux de Dieu], 1993, disponible sur : [www.youtube.com](http://www.youtube.com).

6. P. Finke, *Variations on Uzbek Identity: Strategic Choices, Cognitive Schemas, and Political Constraints in Identification Process*, Oxford, Berghahn Books, 2014, p. 11.

## La laïcité restrictive du régime d'Islam Karimov (1991-2016)

### ***La poursuite du renouveau islamique (1991-1998)***

Les premières années d'indépendance sont marquées par un maintien des libertés publiques, si bien que le renouveau islamique initié sous la perestroïka put se poursuivre sans contrainte. La première loi sur la liberté de conscience et les organisations religieuses, communément appelée « loi sur la Religion », avait été votée par le Parlement ouzbek encore soviétique le 14 juin 1991. Elle consacrait la liberté religieuse et l'égalité entre les religions et permettait ainsi de tourner définitivement la page de l'athéisme soviétique. Mais si la loi qualifiait l'islam de fondement de la culture et de l'histoire de la nation ouzbèke, elle encadrait très strictement les activités des organisations religieuses, notamment leur capacité à prendre part ou à influencer la vie politique du pays<sup>7</sup>. De ce fait, une première distinction se manifestait dès 1991 entre l'existence d'un islam culturel protégé et promu par les autorités et la menace d'un islam politique prohibé.

Élu président du Soviet suprême de la RSS ouzbèke en mars 1990, puis président de la République indépendante d'Ouzbékistan en décembre 1991, Islam Karimov poursuivit l'effort de rattrapage initié sous la perestroïka pour réhabiliter l'islam. Ainsi, en 1992, le pays comptait plus de mille mosquées et une centaine d'écoles coraniques, dont vingt seulement étaient contrôlées par la Direction spirituelle. En zone rurale, la demande sociale pour l'introduction d'enseignements religieux à l'école était telle que la moitié des foyers préféraient que leurs enfants fréquentent la mosquée le vendredi pour assister à la grande prière plutôt que l'école laïque<sup>8</sup>. Le Coran fut traduit pour la première fois en ouzbek en 1992 et les fêtes musulmanes de la fin du hajj et de la fin du ramadan furent intégrées au calendrier des jours fériés ouzbeks.

---

7. Pour une compilation de l'ensemble des textes encadrant la liberté de religion en Ouzbékistan jusqu'en 2018 et cités dans cette note, voir D. Gamza et P. Jones, « The Evolution of Religious Regulation in Central Asia, 1991-2018 », *Central Asian Survey*, vol. 40, n° 2, 2021.

8. S. Peyrouse, « At the Crossroads of Religion and Regime Security: Teaching Islam in Uzbekistan », in M. Laruelle (dir.), *Constructing the Uzbek State: Narratives of the Post-Soviet Years*, Lexington, Lanham MD, 2018, p. 171.

## ***Le nécessaire contrôle de l'islam par l'État : une laïcité unilatérale***

Cependant, ce renouveau religieux restait strictement contrôlé par des administrations publiques, car Karimov avait bien conscience qu'une frange plus radicale de la société, bien que minoritaire, était favorable à un islam politique dont le projet était de renverser le pouvoir pour instaurer un régime islamique. À la différence de la laïcité française qui proclame une séparation de l'Église et de l'État, caractérisée – en théorie du moins – par une non-ingérence réciproque, le modèle ouzbek de laïcité s'inspire de l'expérience soviétique. Il s'appuie notamment sur un Muftiate ou Direction spirituelle des Musulmans d'Ouzbékistan, calqué sur la SADUM soviétique. La religion doit rester en dehors de la vie politique et administrative mais l'État, lui, intervient directement dans la vie de la religion. Ainsi le Mufti est dès lors chargé d'encadrer la pratique de l'islam dans tous les domaines : il a le monopole sur l'ensemble des mosquées du pays et leur personnel ainsi que sur l'enseignement islamique dans les madrasas. Les lieux de prière et d'éducation coranique non contrôlés par le Muftiate sont, de fait, considérés comme illégaux et sujets à des poursuites.

Parallèlement au Muftiate, un décret présidentiel instaure le 7 mars 1992 le Comité des affaires religieuses du Conseil des ministres (CAR), un organisme public chargé entre autres, d'assurer « la coopération mutuelle entre les religions et de représenter leurs intérêts devant l'État ». Véritable ministère des Cultes, le CAR est le bras armé du gouvernement en matière religieuse. Il veille au respect des règles de laïcité, centralise la communication officielle relative aux religions et canalise le financement des cultes.

Bien que le terme même de laïc ou séculier (*dunyoviy* en ouzbek) ne soit pas mentionné dans la Constitution de 1992<sup>9</sup>, l'article 18 relatif au principe de non-discrimination fait implicitement référence à la neutralité de l'État puisque « tous les citoyens ont des droits et libertés égaux et sont égaux devant la loi sans discrimination fondée sur [...] la religion. » C'est l'article 61 qui consacre le principe de laïcité en affirmant que « les organisations et associations religieuses sont séparées de l'État et égales devant la loi [et] l'État ne doit pas s'immiscer dans l'activité des associations religieuses ».

Outre la gestion de l'islam, l'enjeu était alors de concilier l'identité musulmane de la majorité de la population avec la présence de nombreuses minorités religieuses : les Russes et Ukrainiens orthodoxes, les Polonais catholiques, les Juifs d'Europe et d'Asie

---

9. Le texte de la Constitution ouzbèke de 1992, incluant les amendements jusqu'en 2014, est disponible en anglais sur : [www.gov.uz](http://www.gov.uz).

centrale, etc. À l'instar de la laïcité française, la neutralité des institutions civiles permettait à l'ensemble des citoyens ouzbeks d'exercer leur liberté de conscience, qu'elle soit ou non liée à une religion.

Enfin, l'article 57 interdit les partis politiques et associations publiques « fondés sur des principes nationaux et religieux », limitant ainsi la possibilité d'expression d'un islam politique. Cela marquait à l'époque une différence notable avec le Tadjikistan voisin où le Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan participait à la vie politique du pays.

En 1992, Karimov consacrait l'islam comme « la religion [des] ancêtres, la substance et l'essence de l'existence quotidienne des musulmans ». Il effectua la même année un pèlerinage très médiatisé à La Mecque. Tout en proclamant haut et fort le principe de laïcité, le régime a ainsi encouragé le renouveau islamique de l'État ouzbek en considérant que l'identité ouzbèke ne pouvait être séparée de l'identité musulmane<sup>10</sup>.

### ***La consolidation de la politique de laïcité restrictive (1998-2016)***

Tout en proclamant son respect pour l'héritage spirituel de la nation, le gouvernement ouzbek ne cache pas son hostilité à l'égard des pratiques non autorisées de l'islam. Puisqu'elles ne respectent pas le cadre normatif établi par l'État, ces pratiques sont qualifiées d'arriérées, obscurantistes ou fanatiques face à l'islam éclairé et moderne de la nation ouzbèke, et sont considérées comme une menace pour l'État et la société ouzbeks<sup>11</sup>. Cette vision sécuritaire de la religion est consacrée par l'adoption en 1998 d'une nouvelle loi sur la Religion, qui constitue le principal cadre normatif pour le déploiement de la politique de laïcité restrictive voulue par Karimov<sup>12</sup>.

Bien que consacrant la liberté de conscience, cette loi instaure de nombreuses restrictions à l'expression religieuse et à l'exercice du culte. Les tenues religieuses sont désormais prohibées dans l'espace public pour les non-clercs (article 14). Les forces de l'ordre auront tôt fait d'interpréter cette disposition comme l'interdiction de tout signe

10. E. Karagiannis, « Political Islam in Uzbekistan: Hizb-ut-Tahrir al-Islami », *op. cit.*, p. 263.

11. A. Khalid, « A Secular Islam: Nation, State, and Religion in Uzbekistan », *op. cit.*, p. 587.

12. Le texte intégral de la loi relative à la liberté de conscience et aux organisations religieuses est disponible en anglais en annexe de l'étude juridique suivante : <https://digitalcommons.law.byu.edu>.

religieux dans l'espace public – du port du hijab pour les femmes à celui de la barbe pour les hommes<sup>13</sup>.

Mais c'est surtout l'enseignement de la religion qui fait l'objet en 1998 des restrictions les plus sévères. L'article 7 de la loi déclare que « le système éducatif de la République d'Ouzbékistan est fondé sur la séparation des religions [et] l'inclusion de disciplines religieuses dans les programmes d'enseignement n'est pas autorisée ».

Dans un pays où la tradition musulmane ne cesse d'être valorisée, l'école publique s'ancre dans une laïcité qui n'autorise aucun cours sur la religion. Seules les madrasas officielles peuvent dispenser de tels enseignements. Mais la loi pose une double contrainte à l'accès à ces écoles religieuses. D'une part, toute personne souhaitant intégrer une madrasa devra au préalable avoir terminé avec succès l'intégralité du cycle d'enseignement secondaire (article 9), ce qui repousse d'autant l'apprentissage des jeunes à la religion. D'autre part, la loi introduit une nouvelle procédure d'enregistrement des organisations religieuses qui exige un double examen des dossiers par le Muftiate et le Comité des affaires religieuses. La plupart des établissements ouverts au début des années 1990 ne répondaient plus aux conditions administratives requises et furent obligés de fermer sous peine de tomber sous le coup du Code pénal, amendé lui aussi en 1998 pour introduire une infraction relative aux activités religieuses illégales.

Alors que le nombre d'établissements d'enseignement religieux était passé de deux à plus de cent au tournant de l'indépendance, on en comptait seulement douze après l'adoption de la loi. Tous se retrouvent alors sous le strict contrôle de l'Université islamique de Tachkent créée en 1999 précisément pour superviser l'éducation religieuse. La loi sur l'Éducation du 2 juillet 1992 fut également révisée en 1997. Elle consacre désormais la nature séculière du système d'enseignement public. À contre-courant de la valorisation de l'islam dans la société, le système scolaire ouzbek restait donc résolument laïc : outre l'interdiction des enseignements sur la religion, le port de signes religieux était proscrit pour les enseignants et les élèves.

### ***Le fondamentalisme musulman : menace ou ressource du régime autoritaire de Karimov ?***

Dans le régime de laïcité restrictive promu par Karimov, le renouveau islamique a été influencé par différentes mouvances extérieures. Il

---

13. L'organisation norvégienne Forum 18, fondée en 2003 pour promouvoir la liberté de religion dans l'espace post-communiste, tient depuis vingt ans un registre de tous les cas d'abus policiers et administratifs à l'exercice de cette liberté en Ouzbékistan. Voir [www.forum18.org](http://www.forum18.org).

s'agit en premier lieu de la Turquie, qui fut le premier pays à reconnaître l'indépendance de l'Ouzbékistan et qui partageait une communauté de langue (groupe turcique) et de religion (islam hanafite). Trois tendances ont accompagné ce rapprochement ; la plus importante par son dynamisme a été celle de l'influente communauté religieuse *fethullah*, menée par le charismatique Fethullah Gülen. Porteur d'un islam modéré conciliant religion, modernité, nationalisme ethnique et libéralisme économique, ce mouvement a créé un vaste réseau d'écoles dans toute l'Asie centrale, mais finira par être banni d'Ouzbékistan en 2000<sup>14</sup>. Un deuxième courant venu de Turquie et inscrit dans la tradition soufie *naqshbandiyya* a mené une importante politique de formation de cadres musulmans à travers un réseau d'écoles coraniques. Enfin la République turque elle-même, bien que fondée sur des institutions laïques, a mis en œuvre une politique religieuse par l'intermédiaire de son ambassade à Tachkent, au sein de laquelle l'attaché aux affaires religieuses supervise la coopération turco-ouzbèke en matière de construction de mosquées et de formation des élites religieuses.

Une tendance plus radicale, longtemps qualifiée de wahhabisme par le pouvoir politique, mais qui se définit elle-même sous le vocable *salafi*, a opté pour la lutte armée au nom de l'islam (*jihad*) pour établir un califat islamique en Asie centrale. Pendant toute la période soviétique, la vallée du Ferghana avait été le centre principal de l'islam clandestin, où des groupes radicaux rejetaient les formes culturelles populaires locales, cherchant à imposer une pratique littérale de l'islam. En 1990, Tohir Yoldachev et son mouvement *Islam Adolati* ont progressivement usurpé le pouvoir dans la région de Namangan, patrouillant dans les bazars, fermant les échoppes de vente d'alcool et imposant le port du voile islamique aux femmes<sup>15</sup>. Après quelques compromis et concessions, Karimov parvint à rétablir le contrôle sur cette zone agitée, chassant les groupes les plus radicaux vers l'Afghanistan. Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) y fut créé autour des figures en exil de Juma Namangani et Tohir Yoldachev. Le MIO fit sa première apparition sur la scène politique ouzbèke en 1999 lorsque le gouvernement lui attribua la responsabilité des attentats de Tachkent, une série d'explosions à la voiture piégée perpétrée le 16 février dans ce qui apparaissait alors comme une tentative avortée d'assassinat d'Islam Karimov (16 morts, 120 blessés). Quelques mois plus tard, une bande armée se réclamant du MIO tenta en vain de rejoindre depuis les montagnes du Tadjikistan la partie

14. B. Balci, « Islam et politique en Asie centrale. Vingt ans de recomposition », *Les Dossiers du CERI*, 2011, p. 4, disponible sur : [www.sciencespo.fr](http://www.sciencespo.fr).

15. S. Cornell et J. Zenn, « Religion and the Secular State in Uzbekistan », *Silk Road Paper*, Washington D.C., Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program, 2018, p. 26.



ouzbèke de la vallée du Ferghana en prenant en otage quatre géologues japonais dans la région de Batken au Kirghizstan. Le MIO finira par être décapité par l'armée américaine en Afghanistan avec la mort de Namangani en 2001 et de Yoldachev en 2009.

Une dernière tendance fondamentaliste mais non djihadiste est incarnée par deux mouvements implantés en Ouzbékistan depuis les années 1990 mais de manière clandestine. Il s'agit d'abord du parti de Dieu (*Hizb ut-Tahrir* en arabe), mouvement politique clandestin fondé en 1953 par Taqiuddin al-Nabhani, cadi de la Cour d'appel de Jérusalem, pour défendre la cause palestinienne. Arrivé en Ouzbékistan probablement par l'intermédiaire de missionnaires jordaniens, il prône l'avènement d'un califat et d'une société transnationale régie par la charia, où résideraient tous les musulmans d'Asie centrale. Plus qu'une simple organisation religieuse, le *Hizb ut-Tahrir* est un parti politique basé sur les préceptes de l'islam et qui opère à travers un réseau de cellules clandestines semblables aux groupements révolutionnaires que le parti bolchevique avait utilisés pour s'implanter en Russie en 1917<sup>16</sup>. Son mode d'action repose sur la diffusion d'une abondante littérature religieuse, initialement sur des supports papier (tracts, ouvrages) et vidéo (DVD), et désormais à travers les réseaux sociaux. En Ouzbékistan, le *Hizb-ut-Tahrir* a longtemps joui d'une grande popularité dans le contexte de restrictions aux libertés politiques et religieuses caractéristiques de l'ère Karimov.

L'Association pour la prédication (*Tablighi Jamaat* en ourdou) est, quant à elle, une société de prédication née en 1927 dans les Indes britanniques dans le but de réislamiser les musulmans indiens face à la forte pression exercée alors par les organisations hindouistes et les missionnaires chrétiens. Devenue, dans le contexte décolonial, une organisation islamiste transnationale, elle s'est implantée en Asie centrale après la dissolution de l'URSS pour inviter, à travers la prédication, les musulmans à retrouver les chemins de l'islam. Louant l'importance de la foi et de la pratique religieuse au quotidien, elle se concentre sur la promotion d'un courant conservateur, fondamentaliste mais nullement djihadiste et sans velléité politique vis-à-vis des régimes en place<sup>17</sup>.

Malgré la démarche non violente prônée par ces deux mouvements, l'Ouzbékistan sera le premier pays d'Asie centrale à interdire dès 1998 le *Hizb ut-Tahrir* et la *Tablighi Jamaat*, à la suite de l'adoption de la loi sur la Religion. L'accusation de salafisme ou de fondamentalisme renvoyait à une influence étrangère dangereuse et permettait de discréditer tout fidèle refusant d'entrer dans le moule de

16. E. Karagiannis, « Political Islam in Uzbekistan: Hizb-ut-Tahrir al-Islami », *op. cit.*, p. 264.

17. B. Balci, « Islam et politique en Asie centrale. Vingt ans de recomposition », *op. cit.*, p. 8.

l'islam officiel. Accusés de fréquenter des lieux de prière non autorisés ou de posséder des publications « extrémistes », les adeptes des deux mouvances – majoritairement originaires de la vallée du Ferghana et de Tachkent – ont rempli les geôles ouzbèkes qui comptaient jusqu'à 15 000 prisonniers de conscience au plus fort de la répression<sup>18</sup>.

En dépit de dispositions garantissant la séparation de la religion et de l'État, le régime ouzbek n'a donc cessé d'enfreindre l'esprit de la Constitution en utilisant précisément la lutte contre l'islam politique comme une stratégie pour consolider son monopole du pouvoir sur une population dont la liberté religieuse était réduite au seul cadre officiel autorisé.

## **Chavkat Mirzioïev : une libéralisation religieuse sous contrôle (2016-2023)**

À la mort d'Islam Karimov, l'arrivée au pouvoir de Chavkat Mirzioïev ne laissait augurer aucun changement dans la politique religieuse de l'Ouzbékistan. En effet, bien que de vingt ans son cadet, son mandat de Premier ministre de 2003 à 2016 avait largement coïncidé avec la phase la plus répressive de la politique religieuse de Karimov.

### ***Les premiers signes de libéralisation religieuse***

Pourtant, dès son élection en décembre 2016, Mirzioïev adopte des mesures témoignant d'une approche plus libérale : il assouplit ainsi nombre de restrictions religieuses instaurées par son prédécesseur et renforce le rôle de la religion comme une arme culturelle contre l'islam politique, notamment auprès des jeunes. Cette approche reflète la recherche d'un équilibre entre continuité des pratiques séculières développées sous Karimov et revalorisation des formes traditionnelles de l'islam ouzbek.

Parmi les dispositions qui favorisent l'exercice de la liberté religieuse, citons le programme de construction de mini-mosquées destiné à faciliter la pratique du culte, la réhabilitation en 2018 de la mosquée de Namangan après vingt ans d'obstruction, l'autorisation de haut-parleurs pour diffuser l'appel à la prière, la fin de l'interdiction d'accès des enfants aux lieux de prière, ou encore la création en 2019 d'un centre d'appels et d'un site web sous la tutelle du Muftiate et animés par des experts religieux pour répondre aux questions des

---

18. E. Karagiannis, « Political Islam in Uzbekistan: Hizb-ut-Tahrir al-Islami », *op. cit.*, p. 265.

citoyens sur la religion<sup>19</sup>. En termes plus politiques, Mirziouïev a réhabilité 16 000 Ouzbeks figurant sur une liste noire instaurée en 1999 sur la base de simples suspicions d'extrémisme religieux, et il a levé les poursuites contre plusieurs dissidents politiques et religieux en exil, permettant ainsi leur retour au pays<sup>20</sup>.

En matière éducative, une série de décrets est adoptée par le Conseil des ministres au cours de l'année 2017. Tout en rappelant les principes de laïcité dans l'éducation, ils soulignent l'importance de la tolérance religieuse dans la société ouzbèke. Ainsi, le décret n° 187 du 6 avril 2017 sur les normes éducatives autorise pour la première fois l'enseignement des religions dans les écoles publiques à travers les cours de philosophie qui doivent apporter « une bonne connaissance des relations entre les religions au sein d'un pays laïc<sup>21</sup> ». Pour autant, afin d'éviter toute influence de la religion chez les plus jeunes, un autre décret n° 528 du 19 juillet 2017 sur l'enseignement préscolaire rappelle, lui, que les programmes de tous les établissements préscolaires – publics et privés – doivent être strictement séculiers<sup>22</sup>.

En ce qui concerne la recherche sur l'islam, Mirziouïev annonce lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Astana le 9 juin 2017 la création d'un Centre international de recherche scientifique, inauguré le mois suivant et qui « servira à propager la culture et les valeurs islamiques, à protéger les jeunes des influences étrangères, à leur dispenser une éducation moderne et à inculquer dans le cœur de la jeune génération le sentiment d'être digne de leurs grands ancêtres »<sup>23</sup>.

En termes de politique internationale enfin, c'est à nouveau à l'initiative de Mirziouïev, en 2017, que l'Ouzbékistan rejoint l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, équivalent de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique. Alors que le Tadjikistan en est membre depuis 1993, le Kazakhstan et le Kirghizstan depuis 1996, son prédécesseur s'était toujours refusé à adhérer à cette organisation jugée suspicieuse alors même qu'elle promet des

---

19. *Uzbekistan 2022 International Religious Freedom Report*, US Department of State, *op. cit.*, p. 21.

20. « Uzbekskie dissidenty polučili ot specslužb priglašenje vernutsâ na rodiny » [Des dissidents ouzbeks reçoivent des services spéciaux une invitation à rentrer dans leur pays], Radio Ozodlik, 24 août 2017, disponible sur : <https://rus.ozodlik.org>.

21. Le texte intégral du décret « Sur l'approbation des normes dans l'enseignement public secondaire général et spécial » du 6 avril 2017 est disponible en ouzbek sur : <https://lex.uz>.

22. Le texte intégral du décret « Sur l'amélioration des activités des établissements d'enseignement préscolaire » du 19 juillet 2017 est disponible en ouzbek sur : <https://lex.uz>.

23. « President Shavkat Mirziyoyev : New Centre Will Serve for Islamic Culture Development », 12 juin 2015, UzA – Agence de presse nationale d'Ouzbékistan, disponible sur : <http://uza.uz>.

méthodes innovantes d'enseignement de l'arabe pour les pays non arabophones, précisément pour faciliter l'accès direct aux textes saints<sup>24</sup>.

### ***Une religion musulmane toujours strictement contrôlée***

Malgré ces mesures symboliques, la révision en juillet 2021 de la loi sur la Religion<sup>25</sup>, qui devait intégrer l'ensemble des dispositions adoptées par décret depuis l'arrivée au pouvoir de Mirziouïev, n'a en réalité permis que de timides avancées. C'est le cas notamment de la simplification de la procédure d'enregistrement des organisations religieuses (article 17) et de la suppression de l'interdiction pour les non-clercs du port de tenues religieuses dans l'espace public (article 9). Pour la première fois depuis 1998, les femmes avaient la possibilité de porter le hijab dans la rue.

Pour le reste, la révision de 2021 perpétue la plupart des restrictions introduites en 1998 par Karimov : maintien de la qualification d'extrémisme dans la loi et le Code pénal, ouvrant la voie à toute forme d'abus, restrictions posées à l'enregistrement d'organisations religieuses malgré la simplification de la procédure, interdiction des matières religieuses dans les cursus de l'enseignement public laïc, etc.<sup>26</sup> Le contrôle des établissements d'éducation religieuse avait, quant à lui, été renforcé dès 2018 par le décret n° 5416 qui établissait l'Université islamique internationale d'Ouzbékistan (UIIO), dans le but de superviser l'ensemble des établissements d'enseignement et de recherche islamique créés jusqu'ici, notamment les dix établissements d'enseignement secondaire de l'islam<sup>27</sup>. En 2022, sur une population de 36 millions d'habitants, seulement 1 940 élèves et étudiants étaient ainsi enrôlés dans l'un des programmes de formation de ces établissements<sup>28</sup>.

---

24. S. Peyrouse, « At the Crossroads of Religion and Regime Security: Teaching Islam in Uzbekistan », *op. cit.*, p. 178.

25. Le texte intégral de la loi « Sur la liberté de conscience et les organisations religieuses » du 6 juillet 2021 est disponible en anglais sur : <https://lex.uz>.

26. M. Rittmann, « Uzbekistan: Backsliding on Religious Freedom Promises », Human Rights Watch, 24 mai 2023, disponible sur : [www.hrw.org](http://www.hrw.org).

27. Le texte intégral du décret « Sur les mesures visant à améliorer radicalement les activités dans le domaine religieux et éducatif » du 16 avril 2018 est disponible en russe sur : <https://lex.uz>.

28. *Uzbekistan 2022 International Religious Freedom Report*, US Department of State, *op. cit.*, p. 22.

## **Les débats autour du port du voile des femmes ouzbèkes**

Bien que timide, la libéralisation de la religion promue par Mirziouïev a encouragé les citoyens ouzbeks à exprimer plus ouvertement leurs revendications, notamment sur les tenues religieuses. Jusqu'ici c'est le principe de neutralité qui s'appliquait à l'ensemble des employés du secteur public et même à l'ensemble des usagers de l'éducation nationale, de la maternelle à l'université<sup>29</sup>. Nombreux étaient les parents d'élèves et étudiants à demander l'abrogation de ces interdits au nom de l'identité musulmane de l'Ouzbékistan. L'introduction en 2018 d'un code vestimentaire obligatoire pour les écoles publiques rappelant, photos à l'appui, l'obligation du port de jupes jusqu'aux genoux et le maintien de l'interdiction du voile, avait généré une vague de pétitions. En septembre 2021, le ministère de l'Éducation annonce finalement que, même si en Ouzbékistan « l'éducation et la religion sont séparées l'une de l'autre, [...] les jeunes filles seront, à titre exceptionnel, autorisées à porter à l'école des foulards en tissu blanc ou de couleur claire et des calots traditionnels » (*do'ppi* en ouzbek). Le gouvernement justifie ce consentement par l'importance qu'il accorde aux « valeurs nationales » mais également par le besoin de lutter contre la déscolarisation des jeunes filles pour motif religieux<sup>30</sup>. Cette mesure marque un véritable tournant des autorités sur la visibilité de la religion dans l'espace public : après l'autorisation des tenues religieuses dans la rue, c'est désormais le milieu scolaire, un bastion de la laïcité restrictive de Karimov, qui cède à la demande populaire, même si seul un voile de couleur clair (et non le hijab couvrant le cou et les épaules) est toléré dans les établissements d'enseignement.

Il faut cependant souligner que la recrudescence des signes religieux dans la société ouzbèke n'est pas appréciée de manière unanime. Outre le clivage rural/urbain classique, on observe une rupture générationnelle dans la perception des politiques religieuses mises en œuvre sous l'URSS et sous Karimov. Si les plus jeunes évoquent sans ambiguïté les effets néfastes des restrictions passées et saluent les dernières avancées de Mirziouïev, les anciens ont un discours bien plus conciliant à l'égard de la politique antireligieuse soviétique : ils reconnaissent ainsi que les formes de répression exercées par l'URSS sur l'islam ont permis la modernisation de la société ouzbèke, notamment par la libération de la femme, la généralisation de

---

29. À titre de comparaison, si la neutralité de l'État s'applique également à l'ensemble des fonctionnaires dans le cas de la laïcité française, la loi de 2004 interdit le port de signes religieux aux écoliers, collégiens et lycéens mais pas aux étudiants.

30. « Uzbekistan: Schoolgirls Allowed to Wear Headcarves », Eurasianet, 6 septembre 2021, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

l'éducation et la lutte contre l'illettrisme<sup>31</sup>. Cette perception inconciliable des politiques religieuses passées permet de comprendre la vivacité des débats récents autour du port du voile à l'école.

## ***Le « Nouvel Ouzbékistan » et la réforme constitutionnelle de 2023***

La réélection de Chavkat Mirziouïev à la tête de l'Ouzbékistan en octobre 2021 a ouvert une nouvelle étape dans la démarche réformatrice du président. Cette politique a été présentée sous le label de « Nouvel Ouzbékistan » lors de son discours d'investiture. Elle a été consacrée 18 mois plus tard, notamment par le renforcement du cadre constitutionnel de protection des droits humains et des libertés fondamentales entré en vigueur après le référendum constitutionnel du 30 avril 2023<sup>32</sup>.

Ainsi, l'article 1<sup>er</sup> révisé de la Constitution ouzbèke introduit pour la première fois la dimension laïque du pays, en stipulant que « l'Ouzbékistan est un État souverain, démocratique, de droit, social et laïc, doté d'une forme républicaine de gouvernement ».

L'article 19 relatif au principe de non-discrimination (ex-article 18) reprend la précédente formulation, mais il l'inscrit désormais dans le cadre du droit international des droits de l'homme grâce au rajout d'un alinéa qui donne une valeur constitutionnelle à l'ensemble des normes internationales auxquelles l'Ouzbékistan adhère, notamment en matière de liberté de conscience.

Enfin, l'article 75 relatif à la séparation de la religion et de l'État (ex-article 61) ne se contente plus d'interdire l'ingérence des organisations religieuses dans les affaires publiques. Il comporte désormais un nouvel alinéa pour protéger ces mêmes organisations religieuses.

Il est trop tôt pour évaluer la portée dans la vie quotidienne des Ouzbeks des garanties apportées par la révision constitutionnelle. Cependant, le 5 septembre 2023, le vote en première lecture par le Parlement ouzbek d'un projet de loi visant à créer une infraction administrative pour la dissimulation du visage trahit la fébrilité du régime face à la recrudescence dans l'espace public des signes religieux

---

31. T. Dadabaev, « Religiosity and Soviet "Modernisation" in Central Asia: Locating Religious Traditions and Rituals in Recollections of Anti-religious Policies in Uzbekistan », *Religion, State, and Society*, vol. 42, n° 4, 2014, p. 335.

32. Le texte de la Constitution ouzbèke, incluant les amendements de 2023, est disponible en anglais sur : <https://constitution.uz>.

non traditionnels<sup>33</sup>. Ainsi, après avoir autorisé en 2021 le port du hijab dans la rue, le gouvernement vient d'interdire le port du niqab, ce voile intégral qui couvre le visage à l'exception des yeux<sup>34</sup>.

---

33. À l'instar de la loi française de 2010 « interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public », le niqab n'est pas explicité dans le texte, mais il ne fait aucun doute que la loi vise à réguler le port d'une tenue perçue comme revendicative de l'islam politique.

34. « V Uzbekistane zapretât nosit' odeždu, zakryvaûšuû lico » [En Ouzbékistan, le port de vêtements dissimulant le visage est interdit], *Nova24*, 5 septembre 2023, disponible sur : <https://nova24.uz>.



# L'islam dans la société ouzbèke : un discours identitaire et sécuritaire

## L'ouzbékité, une identité linguistique, culturelle et religieuse

La politique de construction nationale promue par Islam Karimov s'inspirait largement du modèle soviétique. Sous l'URSS, l'identité ouzbèke (*o'zbekchiliq* en ouzbek) était en effet centrée autour de la langue et de l'héritage historique et culturel.

### ***L'héritage linguistique et culturel***

En termes linguistiques, la loi sur la Langue de 1995 reprend pour l'essentiel les dispositions de la loi du même nom adoptée en 1989 sous la perestroïka. Outre le fait que l'ouzbek est la seule langue officielle de la République d'Ouzbékistan (article 1<sup>er</sup> de la loi et article 4 de la Constitution de 1992), l'État s'engage à enrichir et perfectionner la langue ouzbèke (article 7 de la loi). Il s'agit de réduire la présence des mots empruntés au russe à la suite des 125 ans de domination coloniale puis soviétique, et de les remplacer par des termes anciens turcs ou indo-iraniens aux sources de la langue ouzbèke.

En termes historiques et culturels, l'identité nationale promue par Karimov se fondait sur l'héritage historique (*oltin meros* en ouzbek) de la Transoxiane dans le but d'affirmer la prééminence de la nation ouzbèke sur les peuples d'Asie centrale. Il s'agit en premier lieu de la figure de Tamerlan, fondateur du grand empire timuride et promu Père de la nation, mais également de nouveaux héros nationaux ayant précisément vécu sur le territoire de l'actuel Ouzbékistan pendant cet « âge d'or » ouzbek entre le V<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle : citons parmi d'autres les astronomes et mathématiciens al-Ferghani et al-Khorezmi, le philosophe al-Farabi, le naturaliste Ibn Sina, plus connu sous le nom d'Avicenne et auteur de travaux précurseurs dans le champ médical, ou encore le poète Alicher Navoï<sup>35</sup>.

---

35. Y. Ro'i et A. Wainer, « Uzbekness and Islam: A Survey-Based Analysis of Identity in Uzbekistan », *Central Asian Affairs*, vol. 3, n° 2, 2016, p. 143.

## ***L'islam, un marqueur identitaire de l'ouzbékité***

Si l'ouzbékité apparaît comme une identité territoriale visant à embrasser la diversité ethnique de l'Ouzbékistan<sup>36</sup> autour de l'héritage linguistique et culturel ouzbek, l'islam en reste un marqueur identitaire. Pour Karimov, il s'agit alors de promouvoir la cohésion nationale autour des valeurs de l'islam avant tout dans une posture antisoviétique, qui vise à imputer tous les maux de la société ouzbèke à l'héritage néfaste de l'URSS. Cette valorisation de l'islam ouzbek est introduite par la doctrine « Spiritualité et Lumières » (*Ma'naviyat va Ma'rifat* en ouzbek) formulée dans les écrits de Karimov dès 1993, et publiée sous la forme d'un décret présidentiel en septembre 1996<sup>37</sup>. L'objectif est d'inculquer à la population une idéologie qui occuperait le vide laissé par la disparition du marxisme-léninisme, et d'empêcher ainsi le déploiement et l'enracinement dans la société ouzbèke de projets idéologiques concurrents, notamment l'islam politique.

La consolidation du régime autoritaire de Karimov s'est accompagnée de la structuration de cette nouvelle idéologie de construction nationale qui confère à l'État le rôle de gardien des principes moraux et des traditions de la nation ouzbèke. Elle insiste sur l'importance des genres dans la société ouzbèke : l'homme doit rester le soutien de famille et, même si la femme peut travailler, elle doit se concentrer sur les questions familiales et occuper un rôle secondaire dans la prise de décision au sein du ménage. La doctrine encourage également un code vestimentaire conservateur mais non islamique – modeste pour les femmes (sans port du hijab), soigné et formel pour les hommes (sans barbe ni cheveux longs)<sup>38</sup>.

En 2008, un nouvel ouvrage de Karimov intitulé *La haute spiritualité : une force invisible* réaffirme la quintessence de la doctrine « Spiritualité et Lumières ». Le volume présente la haute moralité comme une qualité intrinsèque du peuple ouzbek, menacée par des siècles d'ingérence extérieure, en référence au régime colonial puis soviétique. Il défend également le paternalisme de l'État, le patriotisme et le respect de la hiérarchie traditionnelle et des anciens, prémunit les jeunes générations contre les valeurs occidentales et la culture de masse, et intègre dans le corpus doctrinal ce qui est présenté comme le cœur de la conscience nationale ouzbèke : respect de la

36. À son indépendance, l'Ouzbékistan avait en effet une population composée de 71 % d'Ouzbeks, 8 % de Russes, 5 % de Tadjiks, 4 % de Kazakhs et 12 % d'autres groupes ethniques.

37. Le texte intégral du décret est disponible en ouzbek sur : <https://lex.uz>.

38. R. Sattarov, « 'Spirituality and Enlightenment: Uzbekistan's State-Backed Ideological Policy », *CAP Paper*, n° 196, 2017, p. 3, disponible sur : <https://centralasiaprogram.org>.

famille et des aînés, amitié, paix et tolérance, ouverture aux autres civilisations, patience, hospitalité et travail<sup>39</sup>.

Dans cette démarche de nationalisation de la religion, les autorités se sont efforcées de promouvoir les éléments populaires de religiosité, ceux avec lesquels les citoyens étaient les plus familiers : outre la valorisation de la tradition sunnite hanafite, il s'agissait de mettre en avant des croyances mystiques, des superstitions et autres pratiques culturelles qui imprégnaient l'islam ouzbek et qui avaient été transmises de génération en génération, par exemple les pratiques soufies ou encore les traditions préislamiques telles que la célébration du Norouz, la nouvelle année zoroastrienne.

## Le retour de la menace islamiste

L'islam politique est apparu en Ouzbékistan au tournant de l'indépendance avec les actions violentes du parti Islom Adolati et du MIO, et le déploiement clandestin des cercles confrériques ou piétistes. Il est ensuite entré dans une phase de déclin marquée par des politiques répressives qui ont conduit leurs adeptes en prison ou en exil, et par l'élimination des leaders djihadistes ouzbeks en Afghanistan dans le cadre de la lutte globale contre le terrorisme islamique.

### ***L'État islamique : un danger réel ou un alibi pour le régime ouzbek ?***

La menace d'un nouvel islam politique violent a été réactivée à partir de 2014 avec la création de l'État islamique du Levant en Syrie et en Irak. Des centaines de djihadistes ouzbeks rejoignirent Daech depuis les confins de l'Afghanistan où ils avaient réussi à survivre malgré les raids américains, mais également depuis l'Asie centrale et la Russie, où les cellules djihadistes étaient en dormance. De nouveaux groupes de combattants ouzbeks issus du MIO se constituèrent donc au Moyen-Orient. C'est le cas des Amoureux du Paradis (*Jannat Oshiqdari* en ouzbek). Renommé Bataillon Monothéisme et Djihad (*Katibat al-Tawhid wal-Jihad* en arabe) après son allégeance au Front al-Nosra, il regroupe désormais des djihadistes centrasiatiques – ouzbeks, ouïgours et kirghiz – et outre son combat en Syrie, il a revendiqué des actes terroristes contre l'ambassade de Chine à Bichkek (30 août 2016) et dans le métro de Saint-Petersbourg (3 avril 2017). Le Bataillon de l'Imam Boukhari (*Imom Buxoriy Katibasi* en ouzbek) constitue quant à lui le principal groupe djihadiste à dominance ouzbèke. Créé en 2011

---

39. M. Laruelle, « The Nation Narrated. Uzbekistan's Political and Cultural Nationalism », in M. Laruelle (dir.), *Constructing the Uzbek State: Narratives of the Post-Soviet Years*, Lexington, Lanham MD, 2018, p. 264.

dans les zones tribales pakistanaises, il rejoint la Syrie en 2015 et devient l'un des plus puissants groupes rebelles opposés au régime de Bachar al-Assad.

À eux seuls, ces deux groupes représenteraient 80 % des 3 000 combattants djihadistes d'Asie centrale qui auraient rejoint Daech et ils occupent très vite des postes clés dans la gouvernance de l'État islamique<sup>40</sup>. C'est le cas notamment d'Abdoul Rahman al-Uzbeki, en charge des ressources financières de Daech et de la supervision des djihadistes centrasiatiques. Mais le plus risqué pour l'Ouzbékistan est la dislocation du MIO en diverses factions autonomes dispersées dans le monde entier, qui rend difficile la traque des djihadistes ouzbeks, à l'instar d'Ulugbek Bobomurod, fondateur du Bataillon de l'Imam Boukhari, et actif jusqu'à sa mort au combat en septembre 2023<sup>41</sup>.

Dans le contexte de défaite de l'État islamique en Syrie et au Levant, il faut souligner l'entreprise courageuse de Mirzioïev de rapatrier, réhabiliter et réintégrer les familles des anciens combattants. Lancé en 2019, le programme *Mehr* (miséricorde en ouzbek) a permis le retour au pays de près de 150 femmes et 381 enfants de djihadistes ouzbeks détenus dans des camps de prisonniers en Syrie, Irak et Afghanistan. Salué par la communauté internationale, le modèle ouzbek de réintégration favorise le retour des femmes et des enfants dans leur famille d'origine. L'unité familiale et le soutien communautaire au sein des quartiers traditionnels ouzbeks (*mahalla*) ou des villages (*qishlaq*) jouent un rôle clé pour assurer la cohésion sociale autour des personnes rapatriées et faciliter leur socialisation<sup>42</sup>.

Si la menace islamiste est avérée, en raison notamment de l'insertion des cellules ouzbèkes dans les réseaux djihadistes internationaux, depuis leur exil dans les années 1990, elles ne disposent en réalité d'aucun relai à l'intérieur du pays. Cette menace permet surtout au gouvernement ouzbek de justifier, en interne, le maintien d'un arsenal de mesures législatives qui visent tous les groupes religieux agissant en dehors du cadre de l'islam officiel, et qui représentent tout au plus une déviance vis-à-vis du modèle étatique. En agitant le chiffon de l'extrémisme religieux, le gouvernement ouzbek s'applique donc à maintenir sous un contrôle toute la sphère religieuse. Car en l'absence de pluralisme politique et de réelles libertés publiques, la religion reste, et ce depuis l'époque soviétique, la forme d'expression la plus opérante et potentiellement subversive vis-à-vis de l'ordre établi. La sauvegarde

40. J. Zenn, « The IMU Is Extinct: What Next for Central Asia's Jihadis? », *The CACI Analyst*, 3 mai 2016, disponible sur : [www.cacianalyst.org](http://www.cacianalyst.org).

41. « V Sirii ubit odin iz liderov uzbekskih boevikov » [Un des leaders des combattants ouzbeks a été tué en Syrie], *Radio Ozodlik*, 7 septembre 2023, disponible sur : <https://rus.ozodlik.org>.

42. « Repatriation and Reintegration of Children From Uzbekistan Affected by Armed Conflict in Syria and Iraq », UNICEF, juin 2023, disponible sur : [www.unicef.org](http://www.unicef.org).

du régime passe donc par la surveillance stricte de tous les pans de la société civile, y compris les groupes religieux.

Rien d'étonnant donc que la loi sur la Religion continue de criminaliser les activités religieuses non autorisées et ce, malgré sa dernière révision en 2021. Le Code pénal fait d'ailleurs une distinction entre, d'une part, les activités d'organisations religieuses « illégales », c'est-à-dire ne disposant pas d'un enregistrement officiel, pouvant entraîner jusqu'à cinq ans de prison et, d'autre part, la participation à des organisations extrémistes, séparatistes ou fondamentalistes et « interdites », passible de peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison<sup>43</sup>. En l'absence de définition précise, les qualifications d'extrémisme, séparatisme ou fondamentalisme religieux restent très subjectives et entraînent souvent des condamnations abusives<sup>44</sup>. La loi continue également de réguler les publications religieuses en conditionnant leur contenu, leur production, leur distribution et leur stockage à une approbation préalable. Le Code civil prévoit une amende, et même une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de travail d'intérêt général en cas de récidive. C'est ainsi qu'en mai 2023, un étudiant ouzbek de 21 ans a été condamné à trois ans de prison pour avoir posté en 2020 sur un groupe Telegram comptant dix membres le lien Youtube d'un chant religieux ouzbek (*nashid*) intitulé « Soyons satisfaits de devenir des martyrs<sup>45</sup> ». Le Comité des affaires religieuses avait alors jugé que le chant était « imprégné d'idées fanatiques » sans justifier en quoi la seule référence à ce chant constituait une incitation à la violence<sup>46</sup>.

Ainsi, malgré la détente initiée par Chavkat Mirziyoyev qui a conduit à la libération ou l'allègement de peine de 1 866 prisonniers de conscience entre 2016 et 2022, l'application de dispositions juridiques jugées excessives par les organisations de défense des droits humains permet d'en maintenir encore 1 800 dans les geôles ouzbèkes, soit 6 % de la population carcérale, la plupart condamnés sur la base de présomptions abusives d'extrémisme religieux.

Il faut cependant souligner que le gouvernement ouzbek ne cible pas seulement l'islam mais tout groupe religieux dont les activités menaceraient l'ordre établi. La loi sur la Religion proroge par exemple

---

43. Article 244.2 : « La création, la direction, la participation à des organisations religieuses extrémistes, séparatistes, fondamentalistes ou autres organisations interdites seront punies d'un emprisonnement de cinq à quinze ans. En cas de : a) graves conséquences ; b) participation d'un mineur, la peine sera de quinze à vingt ans. »

44. M. Rittmann, « Uzbekistan: Backsliding on Religious Freedom Promises », *op. cit.*

45. « 21-letnego studenta osudili na 3 goda za ssylku na religioznuû pesnû » [Un étudiant de 21 ans condamné à 3 ans de prison pour avoir fait référence à un chant religieux], *Gazeta.uz*, 8 mai 2023, disponible sur : [www.gazeta.uz](http://www.gazeta.uz).

46. « Uzbekistan: Ensure Fair Appeal in "Extremism" Case », Human Rights Watch, 14 juin 2023, disponible sur : [www.hrw.org](http://www.hrw.org).

la criminalisation du prosélytisme et des activités des missionnaires, passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison<sup>47</sup> et ce malgré, l'autorisation récente de nombreuses églises évangélistes (Église adventiste du 7<sup>e</sup> jour, Église néo-apostolique, La Voix de Dieu, etc.), des Témoins de Jéhovah ou encore de la communauté bahaïste<sup>48</sup>.

### ***Le voisin afghan, entre déstabilisation et opportunités économiques***

Après la chute de Daech en 2018, la branche afghane nommée État islamique-Province du Khorassan (EI-PK) est devenue l'une des plus actives dans le monde. Depuis l'avènement en août 2021 du second régime taliban qui perçoit le mouvement djihadiste transnational comme une menace à l'avènement de l'émirat islamique d'Afghanistan, l'EI-PK a considérablement étendu son appareil de propagande, publiant un flux constant de contenus imprimés, audio et vidéo en ligne. Cette campagne de sensibilisation, opérée en Afghanistan et au Pakistan mais également à l'attention des militants d'Asie centrale, est menée par l'intermédiaire de la fondation Al-Azaim qui, outre l'arabe, le persan et l'anglais, dispose désormais de services en russe, en ouzbek et en tadjik. Elle utilise principalement l'application de messagerie Telegram pour construire son réseau de canaux de discussion animés par des agents, procéder à des recrutements et collecter des fonds. Pour susciter l'intérêt des Ouzbeks, l'EI-PK a dénoncé la nature pachtoune des talibans et l'oppression endurée par les minorités ouzbèke et tadjike depuis la chute de Kaboul. Il multiplie également les critiques et menaces envers « le régime tyrannique et athéiste de Tachkent<sup>49</sup>. »

Outre cette rhétorique, l'EI-PK représente une menace pour l'Ouzbékistan aujourd'hui car il abrite d'anciens membres du MIO. Si en 1998, le MIO s'était allié au premier régime taliban et à Al-Qaïda, la lutte contre le terrorisme international, notamment sur le territoire afghan, avait entraîné un affaiblissement du mouvement et sa dispersion sur un vaste territoire allant des zones tribales pakistanaises jusqu'aux confins de la Syrie. En août 2015, l'un des leaders du MIO Ousmane Ghazi, natif de Tachkent, prêtait allégeance à Abou Bakr al-

---

47. Article 216.2 : « La conversion de croyants (prosélytisme) et les autres activités missionnaires seront punies d'une amende de cinquante à cent salaires mensuels minimum, ou d'une détention pouvant aller jusqu'à six mois, ou une peine d'emprisonnement jusqu'à trois ans. »

48. *Uzbekistan 2022 International Religious Freedom Report*, US Department of State, *op. cit.*, p. 16-17.

49. L. Webber et B. Panier, « The Islamic Movement of Uzbekistan's Enduring Influence on IS-Khurasan », *Global Network on Extremism & Technology*, 3 mars 2023, disponible sur : <https://gnet-research.org>.



Baghdadi, « calife » de l'État islamique<sup>50</sup>, suscitant l'ire des talibans qui décidèrent de pourchasser les forces du MIO et de tuer leur leader en décembre de la même année<sup>51</sup>. Pour autant, la survivance des combattants ouzbeks qui se sont engagés aux côtés de Daech continue d'influencer l'EI-PK, tant sur le plan opérationnel qu'idéologique.

En termes militaires, les experts confirment la présence active des anciens soldats du MIO dans les rangs de l'EI-PK. C'est par exemple le cas d'Oumar Tohir – fils du co-fondateur du MIO Tohir Yoldachev – qui aurait été tué en 2019 au Waziristan. En termes idéologiques, le MIO a intégré à l'EI-PK son solide appareil de communication en langue ouzbèke, fondé en 2009, permettant d'élargir l'audience de l'État islamique en Ouzbékistan. La Voix du Khorassan (*Xuroson ovozi* en ouzbek) produit des contenus médiatiques en langue ouzbèke latine et cyrillique, relayés sur les réseaux sociaux et comptes de messagerie de l'EI-PK pour diffuser la propagande, louer les martyrs ouzbeks morts au combat et appeler les djihadistes restés au pays à rejoindre Daech<sup>52</sup>.

Depuis leur retour au pouvoir en 2021, les talibans ont donné des garanties de sécurité à l'Ouzbékistan. Ils se sont notamment engagés à ne plus héberger de groupes terroristes internationaux et ils poursuivent aujourd'hui sur le territoire afghan la lutte contre ces groupes djihadistes – Daech, Al-Qaïda et leurs affiliés ouzbeks. Pour sa part, Tachkent est soucieux de développer de nouvelles routes commerciales pour sortir de son double enclavement géographique, mais également pour trouver des alternatives au commerce qui transitait jusqu'ici par la Russie, considérée comme paria de la communauté internationale depuis son invasion de l'Ukraine. Malgré un environnement sécuritaire volatile, l'Ouzbékistan est devenu le plus fidèle allié régional du régime taliban, multipliant les rencontres bilatérales et sommets régionaux à Tachkent<sup>53</sup>. Mais cette « alliance des mécréants » constitue une opportunité pour l'EI-PK qui peut ainsi mener des attaques contre le régime taliban et son complice ouzbek. Ce fut le cas en avril et en juillet 2022 lorsque les djihadistes lancèrent pour la première fois des roquettes sur les installations militaires près de la ville ouzbèke de Termez, à la frontière de l'Afghanistan<sup>54</sup>. Dans un proche avenir, l'EI-PK

---

50. « IMU Declares It Is Now Part of the Islamic State », RFE/RL, 6 août 2015, disponible sur : [www.rferl.org](http://www.rferl.org).

51. « Taliby rasprostranili fotografîû âkoby mertvogo Usmana Gazi » [Les talibans font circuler une photo d'Ousmane Ghazi, soi-disant mort], Radio Ozodlik, 11 décembre 2015, disponible sur : [www.ozodlik.org](http://www.ozodlik.org).

52. L. Webber et L. Alkhouri, « Islamic State Recruiting Uzbeks to Fight in Afghanistan », Eurasianet, 29 août 2022, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

53. A. Umarov et J. Murtazashvili, « What Are the Implications of Uzbekistan's Rapprochement with the Taliban? », *The Diplomat*, 8 août 2022, disponible sur : <https://thediplomat.com>.

54. J. Daly, « Rocket Attacks on Tajikistan and Uzbekistan Undermine Taliban Security Claims », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 19, n° 116, 2022, disponible sur : <https://jamestown.org>.



et ses alliés ouzbeks du MIO continueront à produire de la propagande djihadiste en ouzbek, à recruter des militants et à collecter des fonds auprès des communautés ouzbèkes de toute l'Asie centrale. Et ils pourraient bien lancer de nouvelles attaques sur le territoire ouzbek, inciter à des violences terroristes en Ouzbékistan et cibler les intérêts ouzbeks en Afghanistan. C'est ce que redoute le Conseil de sécurité des Nations unies dans son dernier rapport sur l'État islamique : déclarant que les effectifs des djihadistes ont presque doublé, représentant entre 4 000 et 6 000 combattants et leurs familles pour la seule branche de l'EI-PK, il s'alarme face aux attaques « de plus en plus sophistiquées » qui constituent un danger réel pour l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale<sup>55</sup>. Confirmant cette inquiétude dans son dernier rapport annuel sur l'état de la menace terroriste dans le monde, l'Institute for Economics and Peace de Sydney a décidé de reclasser l'Ouzbékistan parmi les États où le risque de terrorisme s'est aggravé<sup>56</sup>.

---

55. « Seventh Report of the Secretary-General on the Threat Posed by Isil (Da'Esh) to International Peace and Security and the Range of United Nations Efforts in Support of Member States in Countering the Threat », Rapport S/2023/568 du 31 juillet 2023, p. 8, Conseil de sécurité des Nations unies, disponible sur : [www.securitycouncilreport.org](http://www.securitycouncilreport.org).

56. *Global Terrorism Index 2023*, Sydney, Institute for Economics and Peace, 2023, p. 49, disponible sur : [www.economicsandpeace.org](http://www.economicsandpeace.org).

# Le renouveau islamique de la jeunesse ouzbèke

Depuis la fin du régime de laïcité restrictive imposé par Islam Karimov jusqu'à son décès en 2016, l'islam n'a cessé d'accroître sa présence dans l'espace public en Ouzbékistan. Ce renouveau islamique touche tout particulièrement la jeunesse ouzbèke. Les récits de centaines d'Ouzbeks radicalisés rejoignant Daech peuvent apparaître troublants, mais ils ne sont pas représentatifs des millions de jeunes restés au pays. Somme toute, la (re)découverte de l'islam peut être considérée comme un phénomène de rattrapage d'une identité religieuse longtemps réprimée. La question est plutôt de savoir quels sont les ressorts du renouveau islamique alors même que la politique de jeunesse de Karimov visait précisément à contenir toute expression idéologique de la religion ? Notamment, quelles en sont l'origine et la nature et quelles sont les motivations des jeunes Ouzbeks à afficher leur religiosité dans une société encore largement empreinte de l'héritage athéiste soviétique ?

## La politique de jeunesse de l'Ouzbékistan indépendant

### ***Sous Karimov, une doctrine pour formater les esprits***

La doctrine « Spiritualité et Lumières » a joué un rôle central dans la structuration de la politique de jeunesse d'Islam Karimov, notamment en matière d'éducation. Elle a en effet permis la dilution de l'islam dans des matières laïques : la religion ne constitue pas une matière à part entière mais elle est abordée dans les cours doctrinaux obligatoires d'Éducation morale et spirituelle dans le secondaire, et d'idéologie de l'indépendance nationale dans le supérieur. Sous l'égide du Département de la politique de jeunesse de l'Administration présidentielle, ce curriculum est devenu le fondement même du système éducatif laïc de l'Ouzbékistan. Il repose sur des valeurs qualifiées de nationales et patriotiques – traditions populaires et culturelles, coutumes familiales, respect d'un héritage moral

pluriséculaire – dans lesquelles la religion est implicitement incluse mais jamais valorisée<sup>57</sup>.

Outre le système éducatif, le gouvernement ouzbek s'est appuyé sur la tradition des jeunesses soviétiques pour diffuser sa doctrine. En effet, après la disparition de l'Union des jeunesses léninistes-communistes, plus connue sous l'acronyme russe Komsomol, le régime s'est rapidement inquiété du vide idéologique qui pouvait conduire des jeunes à se mobiliser contre le pouvoir. Sous l'impulsion du chef conservateur du Service de sécurité nationale Roustam Inoyatov, en fonction de 1995 à 2018, il fut alors décidé de lancer en 1996 une organisation de jeunesse appelée *Kamolot* (maturité en ouzbek) destinée à encadrer les jeunes de 14 à 28 ans, et son homologue *Kamalak* (arc-en-ciel en ouzbek) pour les écoliers de 7 à 14 ans. Conformément à ses statuts, *Kamolot* avait pour objectif « d'aider à former une jeunesse spirituellement mûre, dotée d'une vision réfléchie et indépendante, maîtrisant les principes de l'idéologie nationale et adhérant aux valeurs de la nation ouzbèke<sup>58</sup> ». Pour preuve de son étendue, au plus fort de son développement au milieu des années 2000, l'organisation comptait près de 5 millions de membres, soit la moitié de cette tranche d'âge de la population ouzbèke.

Parmi les activités organisées par *Kamolot* pour promouvoir ces valeurs et lutter contre l'idéologie islamiste, la plus célèbre était le programme *Voix du futur*, un grand concours national couronnant chaque année les meilleurs jeunes Ouzbeks dans les arts, les sciences et l'entrepreneuriat. Les lauréats étaient récompensés lors d'une fastueuse cérémonie de médailles retransmise à la télévision nationale et bénéficiaient de bourses pour la poursuite de leurs études. Dans le domaine du sport, *Kamolot* parrainait des institutions et des événements sportifs, notamment des camps d'été pour les enfants défavorisés dans le but de les « éduquer dans un esprit d'amour et de loyauté envers leur patrie, de les préparer au service militaire, de renforcer leur santé, de les fortifier physiquement et spirituellement ». Il organisa également un tournoi international d'arts martiaux en 2006 à Andijan, avec le slogan « nous sommes contre le terrorisme et les drogues ». C'est également à Andijan que la branche régionale de *Kamolot* créa la même année un centre de ressources pour « empêcher la propagation de la toxicomanie et des idées religieuses extrémistes parmi les mineurs<sup>59</sup> ». Si la ville ferghanaise d'Andijan, quatrième du

57. S. Peyrouse, « At the Crossroads of Religion and Regime Security: Teaching Islam in Uzbekistan », *op. cit.*, p. 185.

58. R. Sattarov, « "Spirituality and Enlightenment": Uzbekistan's State-Backed Ideological Policy », *op. cit.*, p. 4-5.

59. E. McGlinchey, « Searching for *Kamolot*: Political Patronage and Youth Politics in Uzbekistan », *Europe-Asia Studies*, vol. 61, n° 7, 2009, p. 1141.

pays par sa population, était au cœur de l'attention des programmes de jeunesse du gouvernement ouzbek, c'est qu'elle fut en mai 2005 le siège d'un soulèvement populaire violemment réprimé et que les autorités imputèrent à une dérive islamiste. En réalité, l'insurrection d'Andijan illustre la perte de contrôle du pouvoir autoritaire de Karimov sur les régions périphériques et notamment la vallée du Ferghana, face à l'influence croissante d'un réseau d'hommes d'affaires locaux qui étaient parvenus à concilier leurs carrières avec les valeurs de l'islam. Décrit par le régime sous le nom d'Akramistes (*Akromiylar* en ouzbek), en référence à l'un des activistes fondateurs Akram Yo'ldoshev, le réseau exerçait son influence sur les autorités locales et la population d'Andijan dans son ensemble, au point que Karimov congédia en 2004 le gouverneur de la ville et ordonna l'arrestation des hommes d'affaires musulmans. Leur condamnation à de lourdes peines pour extrémisme religieux précipita le soulèvement de mai 2005, sa répression dans le sang et la reprise en main de la jeunesse locale par l'intermédiaire de l'organisation *Kamolot*.

### ***La réforme cosmétique de Mirziouïev***

Après le décès d'Islam Karimov, Chavkat Mirziouïev a ouvertement pris ses distances avec *Kamolot*, n'hésitant pas à dénoncer le piètre bilan de l'organisation lors de son congrès annuel en juin 2017 : il déplorait notamment le fait que *Kamolot* n'ait pas généré une dynamique de masse de la jeunesse, se limitant au cercle étroit des étudiants, sans tenir compte des « préoccupations en matière d'emploi, d'élargissement des connaissances du monde et de protection contre les menaces idéologiques<sup>60</sup> ». Il profita de ce congrès pour demander aux membres de transformer *Kamolot* en Union de la jeunesse d'Ouzbékistan, connue désormais sous le nom de *Yoshlar*<sup>61</sup>. À cette époque, la principale préoccupation de Mirziouïev résidait dans le fait que tous les jeunes de moins de 25 ans étaient nés après la fin de l'URSS en 1991. Il devenait donc urgent de combler le vide idéologique qui les entourait<sup>62</sup>.

Après sa réélection en 2021, Mirziouïev a consacré l'un des sept axes de son programme réformateur de Nouvel Ouzbékistan précisément aux domaines spirituel et éducatif. Son discours d'investiture prononcé le 6 novembre 2021 fut l'occasion de rappeler

60. « New youth organization in Uzbekistan », UZA – Agence de presse nationale d'Ouzbékistan, 30 juin 2017, disponible sur : <https://uza.uz>.

61. Voir <https://yoshlaritifoqi.uz/en> (site web en ouzbek, russe et anglais).

62. En 2021, les jeunes nés après l'indépendance (moins de 29 ans) représentaient 54,2 % de la population. Voir *Demografičeskij ežegodnik Uzbekistana 2017-2021* [Bulletin démographique d'Ouzbékistan 2017-2021], Comité d'État aux statistiques, Tachkent, 2022, p. 66.

au Parlement que le développement de l'Ouzbékistan devait s'appuyer sur « une spiritualité forte, qui est le riche héritage historique du peuple [ouzbek] et les valeurs humaines nationales et universelles ». À ces fins, le concept de Nouvel Ouzbékistan doit être compris comme « une société des Lumières » dans laquelle « une attention particulière sera accordée à la diffusion des idées humanistes de la religion sacrée de l'islam, à l'éducation spirituelle et morale de la jeunesse, à la formation de conditions de vie solides et de croyances saines fondées sur le principe des Lumières contre l'ignorance<sup>63</sup> ». Tout en continuant ici à réhabiliter la place de l'islam dans la société ouzbèke, notamment auprès des jeunes, Mirziouïev ne peut cacher sa filiation idéologique avec son prédécesseur : la société des Lumières qu'il appelle de ses vœux est en effet une référence directe à la doctrine « Spiritualité et Lumières » de Karimov. Cette doctrine a établi et continue d'établir sous Mirziouïev une différence entre l'islam national ouzbek, source de progrès, et l'islam politique, qui conduirait à l'ignorance des jeunes et doit donc être combattue.

Cette conception de la religion a été réitérée après sa réélection anticipée, à la suite de la réforme constitutionnelle d'avril 2023 qui introduisit le septennat présidentiel. Lors du nouveau discours d'investiture du 14 juillet 2023, Mirziouïev confirma sa volonté de « préserver l'identité nationale et les valeurs nobles, développer le domaine de la spiritualité et des Lumières et éduquer la jeune génération dans un esprit d'amour et de dévouement à la patrie », invoquant de manière plus explicite encore l'idéologie religieuse de Karimov<sup>64</sup>. Qu'elle soit le fait de *Kamolot* ou de *Yoshlar*, la mobilisation des jeunes Ouzbeks ne semble donc pas avoir changé d'objectif. Elle vise à inculquer sans relâche les mêmes valeurs nationales et patriotiques que celles développées depuis la fin de l'URSS.

---

63. Le texte intégral du discours est disponible en anglais : « We Will Resolutely Continue the Course of the Democratic Reforms Based on the Development Strategy of the New Uzbekistan », Site du président de l'Ouzbékistan, 6 novembre 2021, disponible sur : <https://president.uz>.

64. Le texte intégral du discours est disponible en russe : « Naša glavnaâ zadaça – opravdat' vysokoe doverie naroda, ukreplât' dostignutye uspehi novymi, eše bolee vesomymi rezul'tatami », [Notre tâche principale est de justifier la confiance du peuple et de renforcer les succès obtenus avec de nouveaux résultats encore plus significatifs], Site du président de l'Ouzbékistan, 14 juillet 2023, disponible sur : <https://president.uz>.

## Le renouveau islamique des jeunes Ouzbeks et le facteur migratoire

### ***La conception de l'islam chez les jeunes au-delà des clichés***

Les travaux du Pew Research Center, un *think-tank* américain réputé pour ses analyses démographiques en matière religieuse, apportent un éclairage des plus utiles sur la conception de l'islam en Ouzbékistan. C'est notamment le cas d'une étude réalisée en 2012, la dernière en date, qui présente les pratiques culturelles des Ouzbeks, en distinguant la catégorie des moins de 30 ans. Bien qu'anciennes, les données de 2012 battent en brèche un certain nombre d'idées reçues sur la conception que les Ouzbeks – jeunes et moins jeunes – ont de l'islam.

À supposer que les Ouzbeks de moins de 30 ans, c'est-à-dire ceux qui ont été le moins soumis à l'influence du régime soviétique, soient davantage attirés par l'islam, cela devrait se manifester dans leurs pratiques culturelles. Or, les résultats de l'étude révèlent que la catégorie des moins de 30 ans est moins impliquée dans l'exercice de la religion que le reste de l'échantillon : ainsi, seulement 16,7 % des jeunes y déclarent faire la prière au moins une fois par jour (contre 26,1 % pour l'ensemble des personnes interrogées), 9,3 % lire ou écouter le Coran au moins une fois par semaine (contre 11,2 %), 42,3 % jeûner pendant le ramadan (contre 50 %). Et seulement 26,1 % des jeunes Ouzbeks considèrent la religion comme « très importante » (contre 29,6 % pour l'ensemble des personnes interrogées)<sup>65</sup>. Sous Karimov, la jeunesse ouzbèke est donc la catégorie qui semble avoir le mieux résisté à la diffusion de l'islam.

Comment comprendre dès lors que des pratiques plus orthodoxes de l'islam soient apparues ces dernières années en Ouzbékistan : l'usage du hijab chez les femmes, le port de la barbe chez les hommes, ou encore le respect de plus en plus strict des piliers de l'islam (prières, jeûne, pèlerinage) ? La timide réforme de la politique religieuse initiée par Chavkat Mirziouïev ne saurait expliquer à elle seule cette recrudescence de l'islam. Si l'on cherche plutôt du côté des facteurs socio-économiques, les adeptes de la théorie de la modernisation, très en vogue dans les années 1960 pour analyser le sous-développement des pays du Sud, expliquent ce renouveau islamique de la société par la pauvreté, le manque d'éducation, l'absence d'opportunités économiques pour la jeunesse ou encore la corruption des élites. Cette

---

65. L'étude de 2012 réalisée à l'échelle mondiale sur 39 pays incluait donc l'Ouzbékistan avec 969 personnes interrogées en face-à-face, dont 353 de moins de 30 ans. « The World's Muslims: Religion, Politics and Society », Pew Research Center, 30 avril 2013, [www.pewresearch.org](http://www.pewresearch.org).

conjonction de facteurs pourrait justifier l'attraction des jeunes Ouzbeks pour un projet politique islamique qui défendrait une société plus égalitaire et plus engageante<sup>66</sup>. C'est le même argument que l'organisation International Crisis Group utilise en 2016 pour expliquer la radicalisation des jeunes Kirghiz du fait du désengagement de l'État : « Une éducation médiocre accroît la vulnérabilité aux enseignements de l'islam dit non traditionnel, et le chômage alimente les sentiments de défiance<sup>67</sup>. »

Mais un groupe d'universitaires spécialistes de l'islam en Asie centrale réfuta cette analyse en précisant qu'il n'y avait aucun lien en Asie centrale entre le djihadisme et la pauvreté ou le faible niveau d'éducation. Pour preuve, la grande majorité des jeunes Centrasiatiques radicalisés qui ont rejoint l'État islamique avaient des niveaux d'éducation supérieurs à la moyenne des recrues de Daech et ont occupé des fonctions au sein du gouvernement islamique<sup>68</sup>.

Comme au Kirghizstan, la théorie de la modernisation se heurte donc en Ouzbékistan aux réalités sociologiques du pays. Pourtant, l'explication socio-économique peut avoir un fondement dans un pays où les opportunités de travail sont limitées et où le chômage des jeunes reste élevé. Mais plutôt que de s'en remettre à l'islam, des millions de jeunes ont fait le choix d'émigrer. Et c'est précisément l'expérience migratoire à l'étranger, tout particulièrement en Russie, qui semble constituer le facteur le plus opérant pour expliquer le renouveau religieux en cours en Ouzbékistan.

### ***Le renouveau islamique des jeunes Ouzbeks : un processus intimement lié à l'expérience migratoire***

Après avoir longtemps pensé que la radicalisation islamique était un processus endogène aux sociétés musulmanes d'Asie centrale – les djihadistes rejoindraient Daech pour fuir un milieu laïc hostile à leurs valeurs et se donner ainsi la possibilité de vivre conformément aux préceptes de l'islam –, les universitaires et les organisations internationales ont admis que la radicalisation préalable au projet djihadiste pouvait difficilement se produire sous des régimes qui maintenaient un contrôle très strict des pratiques religieuses. C'est

---

66. P. Kubicek, « Islamist Political Orientations Among Central Asian Youth », *Europe-Asia Studies*, vol. 71, n° 5, 2019, p. 842.

67. « Kyrgyzstan: State Fragility and Radicalisation », *ICG Europe & Central Asia Briefing*, n° 83, International Crisis Group, 3 octobre 2016, p. 1, disponible sur : [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org).

68. J. Heathershaw, « An Open Letter to the ICG from 23 Scholars of Religion and Politics in Central Asia », Exeter Central Asian Studies Network, 19 janvier 2017, disponible sur : <https://excas.net>.



principalement à l'étranger, dans les pays d'accueil des travailleurs migrants où la politique restrictive du gouvernement ouzbek n'a aucun effet direct, que s'opérerait la résurgence d'un islam politique.

La jeunesse ouzbèke reste très majoritairement attirée par les destinations dans l'espace post-soviétique (Russie, Kazakhstan, Bélarus, Ukraine avant 2022) ou en Asie (Corée du Sud). Seule une minorité travaille dans des pays musulmans (Turquie, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite). D'après les statistiques de 2019, année de référence avant les bouleversements migratoires liés à la pandémie de Covid-19, les travailleurs migrants ouzbeks officiellement enregistrés étaient au nombre de 1,5 million en Russie, 240 000 au Kazakhstan, 71 000 en Corée du Sud, 42 000 en Turquie et seulement 5 000 dans les Émirats arabes unis, un pays qui compte pourtant près de 8 millions de migrants<sup>69</sup>. En 2016, une étude sociologique avait montré que, à salaire égal, seulement 36 % des Ouzbeks étaient disposés à travailler dans un pays de tradition musulmane. Et dans la tranche des 18-25 ans, la proportion tombait à 26 %. Parmi les raisons invoquées, ils mentionnaient le souhait de vivre dans un pays démocratique, traduisant, au-delà de leur propre réflexion, peut-être aussi les effets de la doctrine du régime ouzbek, selon laquelle les pays prônant un islam politique ne sauraient être démocratiques<sup>70</sup>. Cette étude indique donc que la grande majorité des jeunes Ouzbeks (74 %) ne développaient pas d'attrance pour l'islam politique avant leur départ à l'étranger.

Selon les estimations et les années, en réalité ce sont entre 3 et 5 millions d'Ouzbeks qui travaillent en Russie, une moitié avec un permis de résidence permanent et l'autre moitié sur des contrats saisonniers. La Russie absorbe donc à elle seule plus de 80 % de l'ensemble des travailleurs migrants ouzbeks dans le monde. Ce sont très majoritairement de jeunes hommes. En 2019, 41 % avaient moins de 29 ans, et 73 %, moins de 39 ans<sup>71</sup>. Éloignés de leur réseau familial qui constitue en Ouzbékistan un socle fédérateur solide, marginalisés par une société russe qui les considère comme des immigrés temporaires (qualifiés péjorativement de *gastarbeiter*), les travailleurs migrants ouzbeks évoluent dans des cercles fermés. En dehors de leur lieu de travail, et de leur logement collectif, le seul espace de sociabilité de ces jeunes est la mosquée, qui jouit en Russie d'une plus grande

69. K. Umarkulov, « External Labor Migration of Uzbekistan: Causes, Problems and Prospects », in C. Cho (dir.), *Crisis and Fragility: Economic Impact of COVID-19 and Policy Responses*, Korea Institute for International Economic Policy, 2020, p. 318, disponible sur : [www.kiep.go.kr](http://www.kiep.go.kr).

70. Y. Ro'i et A. Wainer, « Uzbekness and Islam: A Survey-Based Analysis of Identity in Uzbekistan », *op. cit.*, p. 160.

71. « Inostrannaâ rabočaâ sila v Rossii po itogam 2020 goda » [Je travaillerai en Russie en 2020], *Demoskop Weekly*, mai 2021, disponible sur : [www.demoscope.ru](http://www.demoscope.ru).

liberté religieuse qu'en Ouzbékistan. C'est donc au contact des musulmans de Russie (Tatars, Tchétchènes et autres Nord-Caucasiens) que les Ouzbeks découvrent une pratique plus libre de l'islam et une *oumma* qui leur apporte un soutien social et communautaire. Les groupes les plus vulnérables à cet appel de la religion comprennent les jeunes Ouzbeks isolés ne disposant pas de filet de sécurité sociale, ceux maîtrisant mal la langue russe si utile à leur intégration à la société d'accueil, ou n'ayant pas reçu d'éducation religieuse et manquant donc de discernement par rapport aux promesses des prédicateurs. On y trouve également les Ouzbeks engagés dans des activités illicites<sup>72</sup> souvent contrôlés par les réseaux criminels nord-caucasiens<sup>73</sup>. Et c'est justement en leur offrant un sentiment d'identité collective et de solidarité, et en les encourageant à œuvrer pour le changement et la justice sociale que l'islam rigoriste, si ce n'est salafiste, est si populaire auprès des travailleurs migrants ouzbeks.

### ***Les réseaux sociaux, vecteurs de diffusion de l'islam en Ouzbékistan***

Néanmoins, le renouveau islamique des Ouzbeks de l'étranger n'est pas suffisant pour expliquer la recrudescence des signes religieux dans l'espace public ouzbek ces dernières années. Certes, le nombre de migrants n'a cessé d'augmenter, et leur retour saisonnier au pays contribue à une plus grande visibilité de pratiques de l'islam politique<sup>74</sup>. Mais la diffusion à plus grande échelle est permise surtout grâce aux nouvelles technologies de communication – messageries instantanées, réseaux sociaux et autres blogs – qui ont proliféré précisément cette dernière décennie. Et les Ouzbeks en sont particulièrement friands, comme en témoigne le taux de pénétration d'internet de 76,6 %, essentiellement *via* la téléphonie mobile<sup>75</sup>.

---

72. La précarité de l'emploi en Russie conduit en effet de nombreux migrants à se livrer à des trafics informels et/ou illicites pouvant entraîner des condamnations. Avec plus de 6 300 citoyens dans les prisons russes, les Ouzbeks constituent la seconde population carcérale étrangère de Russie, après les Tadjiks. Voir R. Urinboyev et J. Pallot, « Ethnic and Religious Identities in Russian Penal Institutions: A Case Study of Uzbek Transnational Muslim Prisoners », *Open Research Europe*, vol. 3, n° 122, 2023, p. 4, disponible sur : <https://open-research-europe.ec.europa.eu>.

73. « Exposed to Extremism: How Central Asian Migrants Become Vulnerable to Radicalization », IOM Blog, Organisation internationale pour les migrations, 28 décembre 2017, disponible sur : <https://weblog.iom.int>

74. Ne serait-ce qu'entre 2016 et 2019, le nombre de migrants ouzbeks enregistrés auprès des autorités russes est passé de 3 354 389 à 4 805 694 personnes. Voir « Ostavlennye pozadi. Kak trudovaâ migraciâ v Central'noj Azii vliâet na detej » [Laissés pour compte. Comment la migration de main-d'œuvre en Asie centrale affecte les enfants], Stan Radar, 3 janvier 2021, disponible sur : [www.stanradar.com](http://www.stanradar.com).

75. « Nazvana samaâ populârnaâ social'naâ set' v Uzbekistane » [Le réseau social le plus populaire d'Ouzbékistan a été désigné], UPL24, 25 février 2023, disponible sur : <https://upl.uz>.

On note sans surprise que la population utilise majoritairement les réseaux sociaux développés par la Russie : 55 % ont un compte personnel sur Telegram, 51 % sur Odnoklassniki (l'équivalent russe de Copains d'avant), et loin derrière 14 % sur Facebook et 11 % sur Instagram. Désormais donc, en Ouzbékistan les canaux classiques d'information (presse écrite, médias audiovisuels, prêches des mosquées officielles), étroitement contrôlés par le Muftiate et le Comité des affaires religieuses, ont cédé le pas aux réseaux sociaux russes. Échappant à la censure, ces réseaux transnationaux permettent aux activistes musulmans du monde entier, mais aussi aux simples *born again* issus de la communauté des travailleurs migrants ouzbeks de promouvoir auprès de leurs jeunes co-religionnaires restés au pays les vertus de l'islam et les bonnes pratiques à suivre. Et ce sont bien les jeunes Ouzbeks – ceux qui n'ont pas été soumis au discours de l'idéologie soviétique, et qui fréquentent activement les réseaux sociaux – qui sont les plus influençables et intègrent plus naturellement les messages sur les bienfaits d'un islam retrouvé.

L'attrait des sites web et pages consacrées à l'islam est également corrélé aux questionnements existentiels de la jeunesse ouzbèke face à la perspective d'une vie faite d'incertitudes (trouver un travail, fonder une famille, acheter un bien immobilier, assurer un avenir à ses enfants) et un gouvernement bien en mal de répondre à leurs attentes. Ces jeunes se tournent vers l'islam en quête de stabilité, d'espoir et de sens à donner à leur vie<sup>76</sup>. Mais si la migration est un exutoire pour la jeunesse masculine ouzbèke, la frustration sociale et économique reste grande pour les jeunes femmes restées au pays. En effet, la gent féminine représente seulement 18 % des travailleurs migrants ouzbeks en Russie<sup>77</sup> et 87 % de celles qui migrent sont mariées. En Ouzbékistan, le processus de migration est régi par des normes sociales patriarcales très rigides : il est difficilement envisageable pour une jeune Ouzbèke célibataire d'émigrer seule en Russie et, une fois mariée, elle ne peut y aller qu'avec son époux<sup>78</sup>. La très grande majorité des femmes migrantes ouzbèkes sont donc des épouses qui accompagnent leur mari en expatriation, partageant un travail à l'usine ou dans les services.

76. P. Kubicek, « Islamist Political Orientations Among Central Asian Youth », *op. cit.*, p. 843.

77. À titre de comparaison, en 2016 en Russie, les femmes représentaient en moyenne 30 % des travailleurs migrants : au sommet, l'Ukraine, avec 41 % de travailleuses migrantes, suivie du Kirghizstan (38 %), de la Moldavie (35 %), de l'Arménie et l'Azerbaïdjan (33 %), de l'Ouzbékistan donc (18 %) et du Tadjikistan (15 %).

78. A. Rocheva et E. Varshaver, « Gender Dimension of Migration from Central Asia to the Russian Federation », *Asia-Pacific Population Journal*, vol. 32, n° 2, 2018, p. 96.

## La recrudescence des signes extérieurs : symptôme d'un l'islam politique ou stratégie identitaire ?

Avec le départ de millions d'hommes à l'étranger, les femmes constituent donc l'essentiel de la jeunesse ouzbèke du pays en âge de travailler et de se marier. Et ce sont elles qui véhiculent aujourd'hui les signes les plus visibles de l'islam dans l'espace public, notamment le port du hijab, autorisé dans la rue depuis 2021.

### ***Le port du voile, une question en débat***

Dans les territoires ruraux d'Ouzbékistan, le port du foulard (attaché au-dessus de la nuque) est très courant, par tradition religieuse mais également pour des raisons d'hygiène. Il est plus rare de croiser des femmes arborant le hijab et encore moins le niqab. Dans les pourtours montagneux de la vallée du Ferghana, certains villages ont pourtant conservé une tradition vestimentaire qui couvre l'intégralité du corps des femmes (y compris le visage et les yeux). C'est le cas du village de Kosonsoy, sur les hauteurs de Namangan, à la frontière du Kirghizstan. La plupart des femmes y portent un voile semblable à la burqa afghane et communément appelé *parandji* en ouzbek<sup>79</sup>. Cette tenue traditionnelle datant de l'époque précoloniale semble avoir survécu aux heures les plus répressives du régime soviétique. En 2008, nous avons découvert avec étonnement dans ce même village le port généralisé du *parandji* et surtout l'attitude laxiste – si ce n'est conciliante – des forces de l'ordre pourtant supposées appliquer sans concession la politique de laïcité restrictive de Karimov. Il aurait été intéressant d'observer la réaction de la population de Kosonsoy après l'adoption le 5 septembre 2023 de la loi interdisant la dissimulation du visage, et surtout la position des autorités locales pour faire – ou non – appliquer la loi. Bien que ce village reculé ne soit pas représentatif de la société ouzbèke, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'islam reste enraciné dans les campagnes, du fait de mœurs traditionnellement plus conservatrices mais aussi du lien entretenu par les villageois avec leurs pères, frères ou fils partis travailler en Russie et influencés par les courants d'islam politique.

Ce qui surprend, en revanche, c'est l'essor des signes religieux en milieu urbain, notamment dans la ville de Tachkent, symbole du cosmopolitisme et de la modernité ouzbèke. Au moment de l'indépendance, plus du tiers des Tachkentois étaient des Russes ethniques et seulement 44 % des Ouzbeks. Aujourd'hui encore, bien

---

79. Observation faite par l'auteur en avril 2023.

que les Russes soient largement minoritaires – moins de 12 % selon les estimations –, l'identité de Tachkent reste marquée par ce passé multiculturel qui continue d'influencer les pratiques vestimentaires, les femmes habillées à l'européenne côtoyant celles arborant des tenues traditionnelles ouzbèkes (longues robes colorées sur pantalon, foulard noué au-dessus de la nuque). Longtemps, ces tenues ouzbèkes colorées étaient les seules visibles dans l'espace public à Tachkent. Il était très rare de croiser des femmes portant le hijab ou le niqab<sup>80</sup>.

La recrudescence récente de ces signes extérieurs de religiosité pourrait s'expliquer par l'arrivée en ville de populations rurales exprimant une plus forte attache à l'islam, à l'instar des habitants de Kosonsoy. Ce phénomène d'exode rural a en effet marqué la plupart des métropoles centrasiatiques depuis la fin du contrôle coercitif des populations sous l'URSS<sup>81</sup>. Mais sur ce point, l'Ouzbékistan fait exception : il est le seul pays de la région à ne jamais avoir aboli la politique de fixation des populations rurales, en raison notamment du besoin de maintenir dans les campagnes une main-d'œuvre pour la culture du coton. La ville et la région de Tachkent restent donc soumises à des règles de résidence très strictes qui ont jusqu'ici grandement limité l'installation de villageois<sup>82</sup>. Le port du voile à Tachkent semble donc relever, non pas d'un héritage religieux importé des campagnes, mais d'un choix délibéré, voire d'une stratégie identitaire de la part des habitantes de la ville.

Pour comprendre cette démarche subjective, nous avons conduit une série d'entretiens semi-directifs entre le 11 et le 15 avril 2023 dans la ville de Tachkent et dans la province ferghanaise de Namangan. L'échantillon n'a pas vocation à l'exhaustivité mais il permet d'explorer, de manière qualitative, les ressorts dans la société ouzbèke de cette religiosité retrouvée.

## ***L'identité islamique comme stratégie économique***

Un premier cas de figure concerne les foyers aisés, souvent urbains, où le chef de famille dirige une entreprise ou un négoce prospère. Comme l'a montré Aurélie Biard dans le cas du mouvement transnational salafiste au Kazakhstan, l'affichage des convictions

---

80. Observations de l'auteur entre 1998 et 2023.

81. Pour une étude détaillée des mouvements migratoires internes en Asie centrale depuis 1991, lire le dossier dirigé par Dumont et Seys, notamment l'article du géographe Alain Cariou sur le paradoxe de l'enracinement rural en Ouzbékistan. F. Dumont et F.-O. Seys (dir.), « Les populations d'Asie centrale », *Espace, populations, sociétés*, n° 1, 2007, disponible sur : <https://journals.openedition.org>.

82. « Uzbekistan: Planned Propiska Changes Slammed by Public », Eurasianet, 19 mai 2020, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

religieuses de l'ensemble des membres de sa famille permet à un homme d'affaires de faire valoir les valeurs coraniques de sincérité (*ixlos* en ouzbek), de respectabilité (*hurmatlilik*) et de solidarité par le paiement de l'aumône (*zakat*). Il apparaît ainsi aux yeux de la société et de ses partenaires professionnels comme un homme juste et agissant en conformité avec les exigences d'un islam transnational moderne et adapté à la logique de l'économie de marché<sup>83</sup>. Il n'est pas rare que ce chef de famille s'affiche en public lors de la grande prière du vendredi, et qu'il accomplisse l'un des deux pèlerinages à La Mecque – le grand (*haj*) ou le petit (*umra*), ou les deux.

Zamira<sup>84</sup>, rencontrée à Tachkent, est née dans une famille ouzbèke urbaine où personne – ni ses parents, ni ses grands-parents – n'a jamais pratiqué l'islam. Elle est titulaire d'une licence de langue étrangère. Son mari dirige un négoce d'importation de fruits et légumes en Russie. Lorsqu'elle a rejoint toute sa belle-famille à Novossibirsk, après son mariage il y a cinq ans, elle découvre un foyer très pieux :

« Ils pratiquaient le jeûne du ramadan, mangeaient seulement halal et toutes les femmes de la famille – ma belle-mère et mes deux belles-sœurs – portaient le voile, un hijab clair. »

Par « respect pour son mari et sa belle-famille », Zamira adopte alors les mêmes pratiques au sein du foyer : elle mange halal, participe à la prière « par mimétisme », jeûne pour le ramadan « sauf pendant les deux grossesses ». Mais pour l'instant elle ne souhaite pas porter le voile, ni en Russie, ni à Tachkent, où nous nous sommes entretenus. Elle affirme que son mari n'a jamais rien exigé d'elle en matière de pratique religieuse. Un jour, la voyant hésiter lors de la prière, il lui a simplement dit : « Si tu apprends à prier et réciter le Coran, alors ce sera parfait. »

Muzaffar, enseignant de l'université d'économie mondiale et de diplomatie de Tachkent, établissement réputé pour former l'élite administrative et économique du pays, reconnaît que l'identité musulmane est répandue dans le milieu ouzbek des affaires mais il n'hésite pas à la décrire comme une « religiosité de façade ». C'est ce qu'il observe chez ses étudiants, tous issus de milieux aisés. D'après lui, en 2023 près de la moitié de la promotion a fait le jeûne du ramadan, contre environ 15 % il y a dix ans, et les filles portant le voile sont plus nombreuses chaque année. Pourtant, lorsqu'il évoque à ses étudiants

---

83. A. Biard, « "We Pray for our President": Saudi-Inspired Loyalist Salafism and the Business Sector in Kazakhstan », Washington D.C., Berkley Center for Religion, Peace & World Affairs, 2019, disponible sur : [www.brookings.edu](http://www.brookings.edu).

84. Tous les noms des personnes interrogées ont été modifiés.



ces pratiques religieuses nouvelles au sein de l'université, très peu de garçons, et encore moins de filles, parviennent à expliquer leur démarche en termes religieux.

« Pour la plupart, il s'agit d'un acte de sincérité et de loyauté, conforme à la parole du prophète, mais rares sont ceux capables en réalité de citer le moindre hadith, preuve qu'ils ne lisent pas vraiment les textes saints. »

Pour l'enseignant, il ne fait aucun doute que ces étudiants développent leur religiosité pour l'essentiel au sein de la famille, à l'initiative d'un père entrepreneur qui considère que l'identité musulmane du foyer est un gage de respect vis-à-vis de ses partenaires commerciaux et de la société en général.

Mais les stratégies économiques de l'identité islamique ne se limitent pas au cercle restreint des hommes et femmes d'affaires. Elles jouent un rôle de plus en plus important dans la régulation des pratiques matrimoniales. En Ouzbékistan comme dans toute l'Asie centrale, le coût d'un mariage peut atteindre des sommes exorbitantes, jusqu'à 20 000 euros pour l'ensemble des rites et festivités, l'achat du trousseau (*sarpo* en ouzbek) et le paiement de la dot (*sep*). Les présidents Karimov et Mirziouïev ont bien tenté de réguler ces dépenses à coups de décrets et discours réprobateurs visant à limiter le nombre d'invités ou les frais engagés<sup>85</sup>. Mais ils restent à ce jour sans effet, tant les familles sont attachées à la célébration du mariage – véritable institution sociale en Ouzbékistan – et à l'importance des interactions et échanges que sous-tendent les différentes étapes de ce rite de passage<sup>86</sup>.

Cette pratique est une tradition ouzbèke transmise de génération en génération, et non une prescription du droit musulman. D'ailleurs, les leaders des mouvements islamistes actifs en Ouzbékistan dans les années 1990 avaient été prompts à l'époque à dénoncer des célébrations bien peu conformes au principe d'humilité prôné par le Prophète. Aujourd'hui, afficher sa religiosité permettrait donc d'échapper à la pression sociale et de réduire, sans risque de déshonneur, des dépenses interdites dans l'islam (*haram*). Azamat, chercheur rattaché à l'Académie des sciences, sourit à l'évocation de ces mariages présentés comme plus conformes à la religion.

« Oui enfin, les cérémonies sont limitées au strict minimum car cela permet surtout de réduire les coûts. Ce n'est pas vraiment pour respecter les préceptes de l'islam. Sinon, comment expliquer que dans ces mariages on

85. « Uzbekistan: The End of Lavish Wedding Is Nigh! Or Is It? », Eurasianet, 2 décembre 2019, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

86. T. Trevisani, « Modern Weddings in Uzbekistan: Ritual Change from "Above" and from "Below" », *Central Asian Survey*, vol. 35, n° 1, 2015.



puisse souvent commander du thé blanc ? » (*oq choy* en ouzbek)

Le thé blanc désigne en réalité la vodka, servie dans une théière traditionnelle. Elle permet aux Ouzbeks de boire de l'alcool en toute discrétion dans des lieux où la présence apparente de bouteilles serait mal vue. Là encore, on pourrait évoquer une « religiosité de façade », dans la mesure où les valeurs islamiques affichées par la famille des mariés ne relèvent pas tant d'une identité religieuse profondément ancrée que d'un opportunisme visant à réduire la facture de l'union matrimoniale.

### ***L'identité islamique comme stratégie sociale***

Dans les cas évoqués jusqu'ici, le renouveau islamique procède d'une démarche initiée par les parents auprès de leurs enfants. Il arrive pourtant que l'identité religieuse soit affichée par des enfants au sein de leur famille, dans une démarche subversive. C'est le cas de Zarina, jeune lycéenne rencontrée à Tachkent, qui considère que le port du hijab est conforme à son identité ouzbèke :

« C'est une erreur de l'avoir interdit si longtemps. Chez moi, personne ne pratique l'islam et ma mère ne porte pas le voile mais moi je suis fière de porter le hijab. Les discussions sont parfois houleuses, surtout avec mon père. Il continue à boire de l'alcool et manger de la saucisse de porc (*kolbasa* en russe), mais j'en sais bien plus que lui sur la religion, alors parfois il m'écoute. »

En portant de manière ostentatoire son hijab – un élégant foulard doré noué autour du cou – Zarina exprime sa volonté de transgresser un interdit jusqu'ici édicté par le régime. Le hijab apparaît comme un objet revendiqué non pas pour sa symbolique religieuse mais pour sa dimension subversive, en réponse à la laïcité restrictive. En se voilant, Zarina affirme avec subjectivité son choix contre un modèle sociétal imposé par le régime, mais également en réaction à sa famille, dans un étonnant renversement d'autorité. Car il ne s'agit pas d'une simple action de rébellion d'une adolescente à l'égard de ses parents, mais de l'expression d'un clivage intergénérationnel sur la représentation de la religion : d'un côté, les aînés perçoivent l'islam comme un élément culturel de l'identité ouzbèke et reproduisent le discours officiel qui condamne les influences islamistes venues de l'étranger ; de l'autre, la jeune génération a accès à un plus large réseau d'informations qui lui permet de porter un regard critique sur la politique religieuse de l'Ouzbékistan. Zarina nous avouera d'ailleurs « préférer s'informer sur

Internet plutôt que d'apprendre à lire le Coran », preuve s'il en est que sa démarche est libre.

Pour les jeunes filles, le port de signes religieux peut également traduire une stratégie matrimoniale. Le départ à l'étranger de millions de jeunes travailleurs migrants crée en effet un grave déséquilibre des sexes dans la société ouzbèke. Les filles en âge de se marier ont le choix entre un époux au pays – mais la concurrence est rude – ou un époux travaillant à l'étranger. En Ouzbékistan, la représentation sociale des migrants renvoie essentiellement au capital symbolique d'hommes ayant réussi leur projet d'expatriation, et au capital financier de migrants gagnant très bien leur vie, au regard du salaire moyen en Ouzbékistan. Les jeunes migrants célibataires sont donc particulièrement prisés sur le marché matrimonial ouzbek. Et pour un jeune Ouzbek évoluant dans une société non musulmane – Russie, Corée du Sud, ou autre –, la religiosité de sa promise sera perçue comme la garantie d'une femme stable, attachée aux valeurs traditionnelles de la famille et respectueuse de sa belle-famille.

Alicher, jeune Ouzbek de 28 ans rencontré dans un village près de Namangan, vit et travaille dans la région de Moscou depuis dix ans. Il s'est marié avec une Ouzbèke de la diaspora, que lui avait recommandée un oncle sur place. La jeune fille, plus jeune de cinq ans, était arrivée à Moscou encore enfant, pour accompagner ses parents. Elle a passé l'essentiel de sa vie en Russie et a été scolarisée dans une école russe.

« En fait, elle était peut-être originaire de la même région que moi mais elle se comportait comme une Russe : sa manière de parler, de s'habiller, de cuisiner. À chaque fois que nous rendions visite à ma famille à Namangan, elle passait son temps sur son téléphone pour chatter avec ses copines russes plutôt que d'aider ma mère aux tâches ménagères. »

Après six ans d'une vie conjugale « éprouvante » au dire même du jeune marié, Alicher divorce. Il est revenu en Ouzbékistan précisément pour trouver une nouvelle épouse. Et les signes extérieurs sont très importants dans son choix.

« Je veux une fille de culture ouzbèke, qui puisse cuisiner des plats de chez nous et qui s'entende bien avec ma mère. Je ne veux plus me faire avoir. Lorsque je vois une fille avec une tenue traditionnelle et voilée, ça me rassure. Je me dis qu'elle porte toutes les valeurs qui comptent pour moi : la connaissance de nos traditions, le respect des aînés, l'obéissance. »

Le port du voile peut donc apparaître aux yeux des travailleurs migrants, majoritairement issus d'une société rurale traditionnelle, comme la promesse d'une vie conjugale conforme aux règles de la société patriarcale ouzbèke. Mais pour les plus religieux d'entre eux, ceux s'étant radicalisés à l'étranger, le port du hijab et la religiosité affichée de leur future épouse ne sont pas juste des éléments visuels rassurants. Ils font partie des critères indispensables dans le choix de leur épouse.

C'est le cas de Murad, jeune informaticien ouzbek aujourd'hui émigré dans la Silicon Valley. Rencontré à Namangan, sa ville d'origine, il est venu lier connaissance avec sa promise, avec qui il chatte sur le Net depuis un an :

« C'est la troisième fois que je rentre au pays pour rencontrer une Ouzbèke. Aux États-Unis, les filles sont très sympas mais elles ne sont pas fiables pour un mariage. Avec les deux premières filles que mes parents m'ont présentées ici, ça n'a rien donné. Elles avaient étudié l'anglais et étaient prêtes à quitter le pays mais elles ne connaissaient rien de la religion. Pour la troisième, c'est moi qui ai cherché et ma condition était qu'elle porte le hijab. L'anglais elle pourra l'apprendre une fois sur place, mais la connaissance de l'islam et la culture de notre pays, ça, elle doit l'avoir reçu ici. »

Nul doute qu'à Namangan, ville historiquement très pieuse, cette jeune femme aura pu recevoir une éducation religieuse, y compris au sein de sa famille. Mais à Tachkent, cela sera moins fréquent. Le port du hijab, tel qu'on l'observe de plus en plus en ville, pourrait donc refléter cet affichage volontaire de l'islam comme une réponse au canon religieux de leur futur époux. Sans préjuger de la profondeur de leurs convictions, les filles issues de familles pratiquantes ou non semblent donc vouloir extérioriser leur religiosité dans le but de s'insérer plus facilement dans des réseaux sociaux – réels ou virtuels – pour construire leur projet familial.

# Conclusion

Pendant un quart de siècle, le régime autoritaire d'Islam Karimov a développé une politique religieuse fondée sur une conception binaire de la religion musulmane : l'islam national ouzbek, porteur de traditions et de valeurs progressistes, a été conçu comme une arme culturelle contre un islam politique projetant de diffuser dans la société des normes religieuses étrangère à la tradition ouzbèke. L'arrivée au pouvoir de Mirziouïev en 2016 a ouvert une période de libéralisation des pratiques religieuses, mais cette détente n'a pas foncièrement remis en question le modèle de laïcité restrictive de l'État. En agitant la menace de la diffusion en Ouzbékistan d'un islam politique violent, le régime ouzbek cherche avant tout à contrôler le secteur de la société civile resté le plus revendicatif vis-à-vis de l'ordre établi. La rhétorique sécuritaire à l'égard de l'islam politique n'a donc pas faibli dans la transition du pouvoir entre Karimov et Mirziouïev. En 2021, la révision de la loi sur la Religion ne s'est pas attachée à réduire le cadre restrictif de contrôle des organisations religieuses, et n'a pas abrogé l'interdiction des matières religieuses à l'école. Quant à la qualification d'extrémisme religieux, elle reste inscrite dans la loi et le Code pénal, et laisse la voie libre à toutes formes d'abus. Des milliers de prisonniers de conscience continuent de garnir les prisons ouzbèkes, au grand dam des organisations de défense des droits humains.

C'est dans ce contexte de liberté religieuse sous contrainte que, paradoxalement, on observe ces dernières années en Ouzbékistan une recrudescence des signes extérieurs de l'islam, notamment au sein de la jeunesse ouzbèke. Certes la suppression en 2021 de l'interdiction pour les non-clercs du port de tenues religieuses dans l'espace public permet désormais aux femmes de porter le hijab sans crainte d'être malmenées par la police. Mais ce phénomène semble dépasser le cadre national de l'Ouzbékistan. C'est en effet au sein des communautés de travailleurs migrants ouzbeks de l'étranger, sur lesquels la législation nationale restrictive n'a aucun effet, que l'on observe une résurgence de l'islam politique. Et le retour saisonnier de ces migrants contribue à la diffusion des préceptes religieux auprès des jeunes restés au pays, notamment les jeunes femmes. C'est bien dans cette recomposition de la jeunesse autour des nouvelles dynamiques migratoires, qu'il faut comprendre la recrudescence des signes religieux chez les jeunes Ouzbèkes. Ainsi le port du voile tel qu'on l'observe ces dernières années ne traduit pas nécessairement une religiosité profondément ancrée mais, pour l'instant du moins, plutôt l'expression de stratégies économiques, sociales, voire matrimoniales. Reste à savoir

comment cette jeunesse ouzbèke entrée dans la vie adulte parviendra à concilier les exigences liées à ce renouveau de l'islam avec les normes et valeurs traditionnelles invariablement édictées par les autorités ouzbèkes.

# Les dernières publications des *Russie.Eurasie.Reports*

- D. Minic, « [Que pense l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? Critiques, recommandations, adaptations](#) », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 44, Ifri, septembre 2023.
- F. Vidal, « [La stratégie minière russe : ambitions géopolitiques et défis industriels](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 43, Ifri, avril 2023.
- B. Lo, « [The Sino-Russian Partnership: Assumptions, Myths and Realities](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 42, Ifri, mars 2023.
- M. Levystone, « [La connectivité centrasiatique au révéléateur des crises internationales. Les transports, l'énergie et l'eau entre interdépendance et désenclavements](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 41, Ifri, novembre 2022.
- P. Baev, « [Russia's War in Ukraine: Misleading Doctrine, Misguided Strategy](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 40, Ifri, octobre 2022
- M. Levystone, « [Le Kazakhstan à l'épreuve des crises. Des émeutes de janvier 2022 à la guerre en Ukraine](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 39, Ifri, septembre 2022.
- R. Genté, « [Cercles dirigeants russes : infaillible loyauté au système Poutine ?](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 38, Ifri, juillet 2022.
- C. Therme, « [Le partenariat russo-iranien. Une entente conjoncturelle aux accents sécuritaires](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 37, Ifri, mars 2022.
- B. Lo, « [Rewinding the Clock? US-Russia Relations in the Biden Era](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 36, Ifri, février 2022.
- P. Baev, « [Russia and Turkey: Strategic Partners and Rivals](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 35, Ifri, mai 2021.
- J. Nocetti, « [The Outsider: Russia in the Race for Artificial Intelligence](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 34, Ifri, décembre 2020.
- L. Litra et A. Getmanchuk, « [One Year of Zelensky's Presidency: One Step Forward, One Step Back](#) », *Russie.NEI.Reports*, n° 33, Ifri, octobre 2020.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante :

[souin@ifri.org](mailto:souin@ifri.org).



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

[Ifri.org](http://Ifri.org)